

Affaires mondiales Canada

2016–2017

Rapport sur les résultats ministériels

L'honorable
Chrystia Freeland
Ministre des Affaires
étrangères

L'honorable
Marie-Claude Bibeau
Ministre du Développement
international et de la
Francophonie

L'honorable
François-Philippe Champagne
Ministre du Commerce
international

Numéro de catalogue du gouvernement du Canada : FR2-25E-PDF

Numéro international normalisé des publications en série (ISSN) : 2561-2190

© Sa Majesté la Reine du chef du Canada, représentée par les ministres des Affaires étrangères, du Commerce international et du Développement international et de la Francophonie, 2017

Table des matières

Message des ministres	1
Aperçu des principaux résultats.....	3
Raison d’être, mandat et rôle : qui nous sommes et ce que nous faisons	5
Raison d’être.....	5
Mandat et rôle.....	5
Contexte opérationnel et principaux risques	7
Contexte opérationnel.....	7
Principaux risques.....	8
Résultats : ce que nous avons accompli	11
Programme 1.1 : Politiques intégrées en matière d’affaires étrangères, de commerce et de développement international.....	11
Programme 1.2 : Diplomatie, défense des intérêts et accords internationaux	13
Programme 2.1 : Commerce international.....	22
Programme 2.2 : Services consulaires et gestion des urgences	25
Programme 3.1 : Sécurité internationale et développement démocratique.....	27
Programme 3.2 : Développement international	31
Programme 3.3 : Assistance humanitaire internationale.....	37
Programme 4.1 : Gouvernance, orientations stratégiques et services communs pour le réseau des missions.....	39
Programme 4.2 : Gestion des conditions du gouvernement du Canada à l’égard de l’emploi à l’étranger.....	41
Services internes.....	42
Analyse des tendances en matière de dépenses et de ressources humaines.....	47
Dépenses réelles.....	47
Explication des écarts	49
Explication des écarts par programme	50
Ressources humaines réelles.....	52
Dépenses par crédit voté.....	52
Harmonisation des dépenses avec le cadre pangouvernemental.....	53
États financiers et faits saillants des états financiers	54
États financiers	54
Faits saillants des états financiers	54
Renseignements supplémentaires.....	59
Renseignements ministériels.....	59
Renseignements connexes sur les programmes de niveau inférieur.....	60
Tableaux de renseignements supplémentaires.....	60
Dépenses fiscales fédérales.....	61
Coordonnées de l’organisation.....	61
Annexe : Définitions.....	63
Notes en fin de texte.....	65

Message des ministres



L'honorable Chrystia Freeland
Ministre des Affaires étrangères



L'honorable Marie-Claude Bibeau
Ministre du Développement international et
de la Francophonie



L'honorable François-Philippe Champagne
Ministre du Commerce international

À l'heure où les valeurs universelles et les normes qui ont façonné la communauté internationale depuis plus de 70 ans sont de plus en plus menacées, le Canada contribue au soutien d'un ordre international fondé sur des règles qui profite à tous les citoyens du monde, y compris les Canadiens.

En cherchant à jouer un rôle de leadership actif auprès de tribunes multilatérales telles que les Nations Unies, le G7, le G20, l'Organisation des États américains, l'Organisation mondiale du commerce, l'Organisation mondiale de la Santé, le Commonwealth, la Francophonie et l'Organisation du traité de l'Atlantique nord, nous prouvons démontrer au monde entier non seulement que les Canadiens accordent une grande importance à la paix, à la sécurité, au développement durable et à la prospérité, mais que nous sommes prêts à consacrer le temps et les ressources nécessaires pour préserver et promouvoir nos valeurs.

À titre de pays commerçant, nous mettons à profit l'Accord économique et commercial global (AECG) entre le Canada et l'Union européenne pour intensifier et diversifier les échanges commerciaux canadiens dans le monde, notamment en Amérique latine et dans les Caraïbes, en Afrique et en Asie. La prospérité économique repose sur le commerce, et l'AECG est un accord qui devrait servir de modèle aux fins du renouvellement et de l'amélioration des relations commerciales internationales. Aujourd'hui, les gens sont de plus en plus nombreux à insister sur le fait que le système financier mondial joue contre eux; nous devons donc nous engager à faire en sorte que les retombées du commerce profitent à la classe moyenne, et pas seulement au petit pourcentage des personnes les plus riches. Grâce à ses dispositions solides dans des domaines comme le travail et la protection de l'environnement, l'AECG offrira des possibilités économiques à tous les Canadiens. Le Canada continuera de militer en faveur de meilleures normes qui mettent les personnes, tout particulièrement les femmes, les jeunes entrepreneurs, et les Autochtones, et l'égalité des genres à l'avant-plan. D'ailleurs, le Canada est le premier pays du G20 à avoir inclus un chapitre sur le genre dans un accord commercial, et nous continuerons à réclamer plus de possibilités, d'égalité et de prospérité pour la classe moyenne.

Dans la même veine, la nouvelle Politique d'aide internationale féministe du Canada établit qu'il est possible de bâtir un monde plus inclusif, pacifique et prospère lorsque l'on tient compte de l'intérêt supérieur de tous les citoyens, et lorsque tous les citoyens ont droit de parole au sujet des politiques qui les touchent. Nous devons défendre avec vigueur les droits des personnes les plus vulnérables, tout particulièrement celles qui sont victimes de discrimination et d'exclusion. En assurant le renforcement du pouvoir des femmes et des filles afin qu'elles puissent réaliser leur plein potentiel, nous créons les conditions qui leur permettront de mieux contribuer au développement de leurs familles et de leurs

collectivités, et au bout du compte, à la santé et la stabilité de celles-ci. À travers notre approche inclusive, nous ciblons également toutes formes de discrimination et de marginalisation, notamment en raison du genre, de la race, de l'ethnicité, de l'origine ethnique ou nationale, de la couleur, de la religion, de la langue, de l'orientation sexuelle, de l'identité sexuelle, de l'âge, de la capacité et du statut de migrant ou de réfugié.

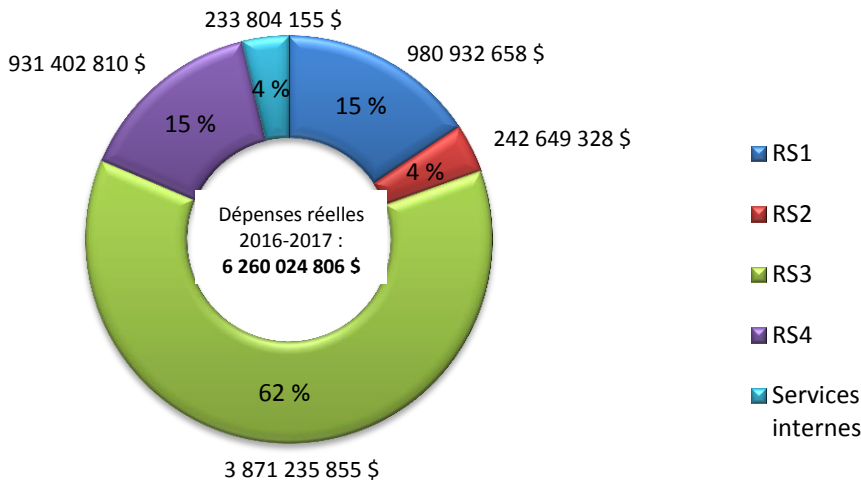
Sur la scène internationale, nous savons que la crédibilité est l'apanage de ceux qui prêchent par l'exemple. Les Canadiens valorisent une société ouverte et inclusive, sont favorables à l'immigration et convaincus des bienfaits d'un commerce progressiste, et s'efforcent de protéger l'environnement. De même, toutes les fois où nous en avons l'occasion, nous plaidons en faveur de la démocratie et du respect des droits de la personne. Le Canada a prouvé son engagement vigoureux envers le multiculturalisme et la diversité — et nous devons continuer à le faire. Voilà pourquoi la politique étrangère du Canada doit être l'expression de notre valeur nationale fondamentale, à savoir que la diversité fait notre force.

En 2018, nous assumerons la présidence du G7. À cette occasion, nous pourrions démontrer un réel leadership face à d'importants défis internationaux, dont le protectionnisme, la montée du nationalisme et de la xénophobie, les changements climatiques, les migrations de masse, les inégalités et l'instabilité régionale.

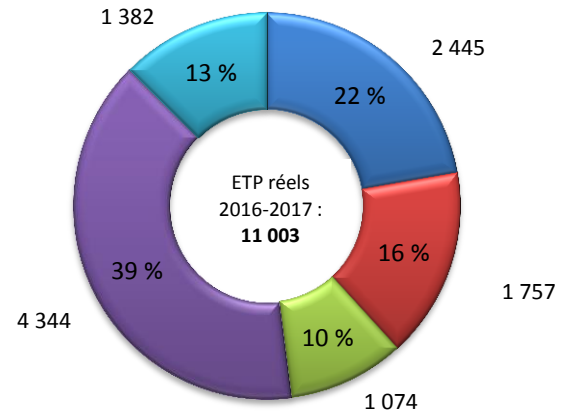
Le Canada tient à collaborer dans le cadre du système multilatéral ainsi qu'avec d'autres peuples et d'autres pays qui partagent ses buts. Ensemble, nous pourrions surmonter les défis complexes du monde actuel.

Aperçu des principaux résultats

Tendances relatives aux dépenses du Ministère



Équivalents temps plein (ETP) par résultat stratégique



RS 1 - Programme international du Canada

- **Plus de 15 000 personnes dans 65 pays** ont participé à des consultations pour façonner la nouvelle politique d'aide internationale du Canada.
- **591 projets du Fonds canadien d'initiatives locales**, gérés par 69 missions canadiennes dans 121 pays et en Cisjordanie, ont mis de l'avant les intérêts et les valeurs du Canada dans le monde entier.
- Le commerce fondé sur des règles a été soutenu par un programme de **commerce ambitieux et progressiste**, y compris le programme de négociations sur l'investissement et le transport aérien, et la signature de l'Accord économique et commercial global entre le Canada et l'Union européenne.

RS 2 - Services de commerce international et consulaires destinés aux Canadiens

- **101 nouveaux projets d'investissement** ont été facilités, représentant 2,25 milliards de dollars et 2 979 nouveaux emplois au Canada.
- On a facilité l'établissement de **1 008 accords commerciaux** entre des entreprises canadiennes et leurs partenaires étrangers.
- **92 % des Canadiens** qui ont utilisé les services consulaires courants se sont dits satisfaits ou très satisfaits.

RS 3 - Aide internationale et réduction de la pauvreté

- **1,6 milliard de dollars** ont été engagés dans le cadre de la stratégie pangouvernementale au Moyen-Orient en réponse aux crises en Irak et en Syrie.
- **650 millions de dollars** a été engagé en soutien de la santé sexuelle et reproductive des femmes et des filles.
- **L'Institut de financement du développement du Canada** a été créé pour soutenir l'investissement du secteur privé dans les pays en développement.
- 203,1 millions de dollars ont aidé le Programme alimentaire mondial à atteindre **82,2 millions de personnes** avec une aide alimentaire et nutritionnelle d'urgence dans 82 pays, dont la majorité était des femmes et des enfants.

RS 4 - Réseau du Canada à l'étranger

- **Des investissements importants en infrastructure** ont accru la sécurité dans les missions, notamment pour des projets au Brésil, en Inde et en Tanzanie.
- **À l'étranger, trois nouvelles missions** ont été ouvertes (Bagdad et Erbil en Irak, et Cotonou au Bénin) pour appuyer les priorités canadiennes au Moyen-Orient et en Afrique.

Pour en savoir plus sur les plans et les priorités du Ministère et les résultats qu'il a atteints, prière de consulter la section « Résultats : ce que nous avons accompli » du présent rapport.

Raison d'être, mandat et rôle : qui nous sommes et ce que nous faisons

Raison d'être

Affaires Mondiales Canada, sous la direction de la ministre des Affaires étrangères, du ministre du Commerce international et de la ministre du Développement international et de la Francophonie, est responsable de la conduite des relations internationales du Canada, y compris les affaires étrangères, le commerce international, le développement international et l'aide humanitaire, les services consulaires aux Canadiens et le réseau mondial des missions du gouvernement du Canada.

Mandat et rôle

Affaires mondiales Canada gère les relations diplomatiques et consulaires du Canada avec les gouvernements étrangers et les organisations internationales en entretenant un dialogue avec des acteurs internationaux et en exerçant une influence sur ceux-ci, de manière à promouvoir les intérêts politiques et économiques du Canada, de même qu'un système international fondé sur les règles, une gouvernance inclusive et responsable, le pluralisme pacifique, le respect de la diversité, la viabilité environnementale, l'égalité des genres, l'autonomisation socioéconomique des femmes et des filles de même que les droits des femmes et les droits de la personne.

Affaires mondiales Canada gère également la plateforme internationale du Canada, un réseau mondial de 178 missions dans 110 pays qui appuie les efforts internationaux du Ministère et de 37 ministères partenaires, organismes et cooccupants.

En vue de préserver et d'améliorer l'accès au marché au profit des entreprises canadiennes, le Ministère dirige la négociation d'accords commerciaux bilatéraux, plurilatéraux et multilatéraux et l'administration du système des contrôles à l'exportation et à l'importation. Il veille également à la gestion des différends commerciaux internationaux. De même, Affaires mondiales Canada prodigue des conseils et fournit des services de manière à aider les entreprises canadiennes à réussir à l'international et à attirer des investissements étrangers directs au Canada, et soutient l'innovation, la science et la technologie à l'échelle internationale.

Le Ministère fournit des services consulaires et des renseignements sur les voyages aux Canadiens. Il apporte également un soutien à la paix et à la stabilité dans le monde, et s'attaque à des menaces pour la sécurité internationale, comme le terrorisme, la criminalité transnationale organisée et la prolifération des armes de destruction massive et des matières connexes.

Afin de réduire la pauvreté dans le monde et d'accroître la prospérité et la stabilité des pays en développement, le Ministère assure la gestion de la majorité de l'aide internationale du Canada en vue de mettre à exécution des programmes de développement qui soient durables et efficaces. Le Ministère dirige aussi les interventions coordonnées du Canada lors de crises et de catastrophes naturelles à l'étranger, y compris en apportant une aide humanitaire.

Affaires mondiales Canada élabore et met en œuvre des politiques et des programmes basés sur l'analyse des données probantes disponibles, y compris par la consultation et le dialogue avec les Canadiens et les parties prenantes à l'international. De par ses responsabilités, le Ministère encourage le développement du droit international et son application aux relations étrangères du Canada.

Les responsabilités juridiques d'Affaires mondiales Canada sont énoncées dans [la Loi sur le ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement de 2013](#)ⁱ et sont résumées ci-dessous.

Pour obtenir de plus amples renseignements généraux à propos du Ministère, prière de consulter la section « Renseignements supplémentaires » du présent rapport. Pour plus d'information sur les engagements organisationnels formulés dans les lettres de mandat du Ministère, prière de consulter les lettres de mandat des ministres dans le [site Web du premier ministre du Canada](#)ⁱⁱ.

Contexte opérationnel et principaux risques

Contexte opérationnel

Cette année, le Ministère a travaillé à promouvoir les intérêts du Canada à l'échelle internationale dans un contexte mondial de plus en plus dynamique et imprévisible, avec des acteurs mondiaux émergents.

À l'étranger :

Sur le plan géopolitique, les relations internationales incluent dorénavant des acteurs non gouvernementaux, comme les multinationales et les organisations non gouvernementales. Au sein de ce monde dynamique, le Canada peut jouer un rôle plus important au moyen d'une collaboration bilatérale et multilatérale solide. De même, le Canada est bien placé pour établir des partenariats avec des acteurs non gouvernementaux afin de relever les défis d'envergure mondiale.

Neuf ans après la crise financière mondiale, les progrès réalisés sur la voie de la reprise économique ont été lents et caractérisés par la volatilité des marchés. Une lente croissance économique et l'inégalité des revenus influencent directement ou indirectement la stabilité politique et les efforts de réduction de la pauvreté, ce qui crée un terreau fertile pour l'exclusion, l'instabilité sociale et l'extrémisme. Comme en témoignent des événements internationaux récents, les cybermenaces continuent d'augmenter et gagneront probablement en complexité. Le Ministère doit continuellement ajuster ses stratégies pour réagir à ce contexte évolutif, et il doit continuer de surveiller avec vigilance ses activités à l'étranger, lesquelles subissent les effets d'un contexte sécuritaire et politique imprévisible.

Bien que plusieurs décennies de mondialisation aient contribué à une plus grande circulation des personnes, du commerce et des idées, de manière générale, les frontières deviennent plus imperméables en raison de la montée du nationalisme et des préoccupations relatives à l'immigration et à la sécurité. Dans le contexte des sentiments protectionnistes en croissance à l'étranger, le Canada continue de jouer un rôle de chef de file dans la promotion d'approches progressistes par rapport au commerce ainsi qu'au chapitre de la collaboration internationale, et ce, conformément aux priorités stratégiques du gouvernement à l'appui de la croissance économique inclusive et du soutien au commerce.

Au Canada :

Le Ministère adapte ses stratégies et ses priorités pour réagir au contexte externe en évolution et afin de demeurer efficace et d'obtenir des résultats pour les Canadiens dans ce contexte, le Ministère est déterminé à ce que ses ressources financières et humaines ainsi que celles liées à la technologie de l'information correspondent à ses priorités. Cela signifie qu'il doit dégager les ressources financières pour les priorités importantes, tout en veillant à ce que les postes soient pourvus par les employés possédant les compétences pertinentes et en optimisant les processus de gestion de l'information et de technologie de l'information (GI/TI).

Affaires mondiales Canada est un ministère de grande envergure actif à l'échelle planétaire et doté d'un éventail de partenaires internationaux. Ce faisant, la saine gestion des fonds est essentielle. Pour renforcer la gestion financière, Affaires mondiales Canada travaille à l'amélioration de son processus décisionnel et de ses activités d'investissement en établissant un lien entre les décisions relatives aux affectations et les évaluations de risque, l'information sur le rendement et les constatations de l'évaluation, et en donnant à ses employés et à ses partenaires des orientations plus claires à l'égard de l'utilisation adéquate des fonds.

Affaires mondiales Canada emploie du personnel travaillant à l'échelle planétaire et sert les employés d'autres ministères travaillant à partir des bureaux du Canada à l'étranger. Le maintien de la sécurité et de la santé des employés fédéraux à l'administration centrale, dans tous ses bureaux régionaux et à l'étranger est d'une importance capitale pour le Ministère. Affaires mondiales Canada est déterminé à superviser l'entretien adéquat des immeubles et d'autres infrastructures, à prendre des mesures pour atténuer les menaces environnementales, comme la pollution atmosphérique et les séismes, et à donner aux employés les ressources et les formules de travail permettant d'améliorer leur mieux-être et leur santé mentale.

Principaux risques

Risque ministériel 1 : Sécurité personnelle et physique (Rapport sur les plans et les priorités de 2016-2017)	Lien vers les programmes ministériels : Tous les programmes
Travailler à l'étranger dans des milieux aux conditions de sécurité difficiles et complexes pourrait avoir une incidence sur la sécurité des employés canadiens, de leurs personnes à charge, des employés recrutés sur place et des visiteurs dans les missions.	
Stratégies de réponse aux risques	
<p>Composantes clés de la stratégie (à partir du Rapport sur les plans et les priorités de 2016-2017) :</p> <ul style="list-style-type: none"> • L'utilisation d'une information intégrée et plus détaillée sur les menaces a permis au Ministère de mieux comprendre les menaces et les vulnérabilités relatives aux missions. • Un nouveau processus d'examen intégré et une meilleure harmonisation des évaluations et des normes de sécurité du Ministère ont permis à celui-ci de mieux hiérarchiser les mesures de sécurité dans les missions. • Des rôles et des responsabilités mieux définis, un meilleur suivi des recommandations en matière de sécurité ainsi qu'une harmonisation accrue du Plan de sécurité ministériel et du Profil de risque ministériel ont contribué à une meilleure planification de la sécurité des missions. • La livraison rapide de l'équipement de sécurité et la réalisation de projets d'infrastructure relatifs à la sécurité physique ont rehaussé la sécurité des missions. • Le déploiement de spécialistes dans les missions, notamment l'affectation de spécialistes en sécurité dans les missions à haut risque, a amélioré les capacités de gestion de la sécurité dans les missions. • Le programme de prévention des risques, la prestation opportune d'une formation se rapportant à la sécurité et le leadership solide exercé par la haute direction ont favorisé l'établissement d'une culture de sensibilisation à la sécurité et l'adoption accrue de comportements de sécurité appropriés par les employés des missions. 	
Risque ministériel 2 : Cybermenaces et exfiltration de renseignements (Rapport sur les plans et les priorités de 2016-2017)	Lien vers les programmes ministériels : Tous les programmes
Une cyberattaque, une exfiltration de renseignements ou une limitation des systèmes gouvernementaux pourraient entraîner la divulgation de renseignements détenus par le gouvernement du Canada, ce qui pourrait entraîner un déni de service et donner l'impression que l'on ne peut confier de renseignements de nature délicate à Affaires mondiales Canada.	
Stratégies de réponse aux risques	
<p>Composantes clés de la stratégie (à partir du Rapport sur les plans et les priorités de 2016-2017) :</p> <ul style="list-style-type: none"> • De meilleurs outils de surveillance de la sécurité de la GI/TI ont permis une sensibilisation accrue aux menaces, et la communication rapide de l'information sur les menaces a permis de mieux comprendre les menaces associées à la GI/TI. 	

- Une meilleure harmonisation des activités de planification de la sécurité et des risques et une collaboration proactive avec Services partagés Canada ont contribué à renforcer la gouvernance du Ministère en matière de cybersécurité.
- Une sensibilisation accrue aux besoins du Ministère en matière de protection des renseignements, de la communication et de la technologie de l'information a contribué à un réseau électronique robuste et à des communications sans fil plus sécuritaires.
- Des mises à niveau physiques continues des secteurs d'accès contrôlé et une utilisation accrue des outils de lutte contre les infiltrations ont contribué à renforcer la sécurité des endroits où sont hébergés des renseignements sensibles.
- Des initiatives ciblées de sensibilisation des employés et des programmes de formation sur mesure ont permis de sensibiliser davantage les employés aux risques associés à la sécurité de la GI/TI.
- Les mesures de protection de la GI/TI ont été améliorées grâce à des mises à niveau du réseau électronique du Ministère, à la protection des ressources d'information et à la formulation de solutions de communication sécuritaires.

Risque ministériel 3 : Interventions d'urgence et planification de la continuité des activités (Rapport sur les plans et les priorités de 2016-2017)	Lien vers les programmes ministériels : Tous les programmes
---	--

Une catastrophe naturelle importante, une situation d'urgence ou des actes d'hostilité dans les missions ou à l'administration centrale pourraient perturber les activités à l'échelle du Ministère.

Stratégies de réponse aux risques

Composantes clés de la stratégie (à partir du Rapport sur les plans et les priorités de 2016-2017) :

- La capacité d'intensification de l'intervention d'urgence du Ministère a été accrue et comprend l'utilisation de l'Équipe permanente de déploiement rapide, d'une communauté de spécialistes des interventions d'urgence et d'agents régionaux de gestion des urgences.
- La tenue plus fréquente de séances de formation et d'exercices de mise en situation, notamment des exercices conjoints avec des pays aux vues similaires, a renforcé les capacités des équipes de gestion des urgences et d'intervention du Ministère.
- La transmission rapide d'avis concernant les situations d'urgence aux membres du personnel occupant des postes clés de même qu'au public canadien a permis d'améliorer les préparatifs d'urgence.
- Un meilleur échange de renseignements et la collaboration avec d'autres ministères ont contribué à renforcer la capacité des interventions d'urgence à l'échelle du gouvernement.
- La prestation de services essentiels a été maintenue pendant les situations d'urgence grâce à la mise en œuvre du Plan d'urgence de la mission dans les missions ainsi qu'à l'élaboration et à la mise en œuvre de plans de continuité des activités pour les services essentiels dans les bureaux régionaux et à l'administration centrale.
- Le renforcement des aptitudes à communiquer et à donner des conseils relatifs à la gestion des urgences a rehaussé la capacité du Ministère à intervenir lors de crises qui prennent lentement de l'ampleur.

Résultats : ce que nous avons accompli

Résultat stratégique 1 : Programme international du Canada — Le programme international est modelé pour faire avancer la sécurité, la prospérité, les intérêts et les valeurs du Canada.

Programme 1.1 : Politiques intégrées en matière d'affaires étrangères, de commerce et de développement international

Description : Par le biais de ce programme, Affaires mondiales Canada met à contribution l'expertise dont il dispose dans les missions et à l'administration centrale pour fixer des priorités intégrées en matière de politique étrangère, de commerce et de développement international, et pour offrir aux ministres, aux hauts fonctionnaires et à ses principaux partenaires de l'information, du renseignement et des conseils en vue d'appuyer des décisions visant à promouvoir les valeurs et les intérêts du Canada.

Résultats

Le Canada a réaffirmé son engagement à contribuer à un monde meilleur, plus sûr, plus juste, plus prospère et durable. Grâce à l'établissement de priorités intégrées en matière de politique étrangère et de stratégies pangouvernementales nationales, régionales et ciblées, Affaires mondiales Canada a mis de l'avant les valeurs et les intérêts du Canada sur la scène mondiale et a amélioré la prospérité et à la sécurité du Canada.

Aide internationale

En 2016-2017, Affaires mondiales Canada a terminé son vaste examen de la politique, du financement et du cadre de prestation de l'aide internationale du Canada, ainsi que de l'approche du Canada pour le Programme de développement durable à l'horizon 2030. Lancé en 2015-2016, l'examen de l'aide internationale a entraîné de vastes consultations auprès d'un éventail de parties prenantes, comme des représentants de la société civile canadienne, de donateurs et de gouvernements partenaires, des jeunes, des personnes dans les pays en développement et des experts dans le domaine de l'aide internationale au Canada et à l'étranger. Plus de 15 000 personnes ont participé aux consultations en personne ou en ligne, et un résumé des commentaires reçus a été publié sur le site Web de l'examen de l'aide internationale, [Ce que nous avons entendu](#)ⁱⁱⁱ.

Nombre de consultations

Dans le cadre de l'examen de l'aide internationale, le Ministère a tenu neuf consultations de haut niveau dans cinq villes du Canada ainsi que 40 consultations de moindre envergure au Canada avec des partenaires et des experts. Les missions canadiennes à l'étranger ont organisé au-delà de 300 consultations dans plus de 65 pays.

En s'appuyant sur les éléments recueillis au cours de l'examen de l'aide internationale, la ministre du Développement international et de la Francophonie a lancé la Politique d'aide internationale féministe du Canada en juin 2017. L'objectif de cette nouvelle politique ambitieuse est l'éradication de la

pauvreté. Elle reconnaît que l'égalité des genres et le renforcement du pouvoir des femmes et des filles est le moyen le plus efficace pour réduire la pauvreté et bâtir un monde plus inclusif, plus pacifique et plus prospère. La politique applique une approche féministe de l'aide internationale du Canada, fondée sur les droits de la personne et inclusive et recentre l'aide vers les plus démunis et les plus vulnérables.

Six champs d'action

La Politique d'aide internationale féministe du Canada favorise :

- l'égalité des genres et le renforcement du pouvoir des femmes et des filles;
- la dignité humaine;
- la croissance au service de tous;
- l'environnement et l'action pour le climat;
- la gouvernance inclusive; et,
- la paix et la sécurité.

Diversité et inclusion

Le respect de la diversité et l'inclusion, des valeurs canadiennes importantes, ont été favorisés à l'échelle internationale grâce à une collaboration avec des partenaires dans l'ensemble du gouvernement, le secteur privé et la société civile. En 2016-2017, Affaires mondiales Canada a développé une approche mondiale eu égard au respect de la diversité et à l'inclusion, le tout centré sur le principe selon lequel la diversité peut être une source de force pour la société. Pour soutenir son engagement sur les questions de droits de la personne et de la démocratie, le Ministère a publié [Voix à risque : Lignes directrices canadiennes pour le soutien des défenseurs des droits de la personne^{iv}](#) et a créé le laboratoire d'inclusion numérique pour explorer et proposer des moyens novateurs d'aborder les enjeux clés qui se trouvent au carrefour des droits de la personne, de l'inclusion et de la technologie.

Le Canada a continué d'être une voix constante sur la scène internationale en faveur d'une approche plus équilibrée de la mobilité humaine, laquelle reconnaît les défis connexes ainsi que les possibilités. Cette approche a été mise de l'avant par le biais de la participation active du Canada à la négociation, en septembre 2016, de la Déclaration de New York pour les réfugiés et les migrants au Sommet de l'ONU pour examiner la question des déplacements massifs de réfugiés et de migrants. La Déclaration jette les bases du Pacte mondial sur les réfugiés et d'un pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières en 2018, qui fournira un cadre international pour la mobilité humaine tout en assurant la protection des droits des groupes vulnérables. Le Canada a également contribué à la protection des groupes vulnérables grâce à l'approbation de la Déclaration sur la sécurité dans les écoles, qui vise à protéger les étudiants, les enseignants et leurs écoles pendant les conflits armés. Le Ministère a également déployé de multiples efforts de défense des droits au sein des tribunes des Nations Unies en vue d'exhorter les parties à se conformer davantage au droit humanitaire international.

Conseil et prise de décisions

Le Ministère a fourni des conseils stratégiques fondés sur des données probantes aux décideurs en fonction de l'analyse intégrée des priorités de la politique étrangère. L'année dernière, Affaires mondiales Canada a adopté une approche intégrée pour mettre en œuvre la stratégie du Canada au Moyen-Orient en réponse aux crises en Syrie et en Irak, et pour élaborer une nouvelle stratégie pangouvernementale visant à intensifier la collaboration du Canada avec la Chine. Les conseils juridiques et stratégiques intégrés ont également permis de faire progresser et de défendre les droits et les obligations du Canada en vertu du droit international relativement à un grand éventail

Informer et permettre la prise de décisions

En 2016-2017, le Ministère a appuyé les ministres en produisant :

- 681 fiches pour la période de questions;
- 735 produits pour le Cabinet;
- 905 notes à l'intention des ministres;
- 366 notes de service aux fins d'information;
- 227 cahiers d'information; et,
- 1 387 notes de réunion.

d'enjeux, comme la criminalité internationale, les droits de la personne, les questions humanitaires, les traités, le droit de l'environnement et les questions concernant l'Arctique.

Les priorités et les politiques internationales du Canada reposent sur des systèmes internes qui assurent la responsabilisation et la prise de décisions fondées sur des données probantes. En 2016-2017, Affaires mondiales Canada a réalisé 17 évaluations et en a lancé 15 autres. Ces évaluations ont fourni des données importantes pour appuyer la prise de décisions du Ministère et ont aidé à améliorer les politiques, les programmes et les initiatives dans des domaines tels que les programmes de développement, les partenariats avec des organisations de la société civile, les organisations multilatérales, la sécurité des missions et la sécurité personnelle à l'étranger, les programmes de paix et de sécurité à l'international et les formations ministérielles.

Résultats atteints

Résultat attendu	Indicateur de rendement	Cible	Date d'atteinte de la cible	Résultats réels 2016-2017	Résultats réels 2015-2016	Résultats réels 2014-2015
Les politiques et les stratégies du gouvernement du Canada visant à faire progresser les intérêts et les valeurs canadiennes sont bien éclairées et intégrées.	Mesure dans laquelle, sur une échelle de 1 à 5, les politiques et les stratégies visant à promouvoir les intérêts et les valeurs du Canada intègrent des considérations de développement, de commerce et de politique étrangère, et sont éclairées par des faits probants, les priorités du gouvernement et des conseils d'experts.	Obtenir les données de référence	2017-04-01	4,4	L'indicateur a changé.	

Ressources financières budgétaires (en dollars)

Budget principal des dépenses 2016-2017	Dépenses prévues 2016-2017	Autorisations totales 2016-2017	Dépenses réelles 2016-2017	Écart 2016-2017
80 118 760	82 390 190	84 983 301	84 371 569	1 981 379

Ressources humaines (équivalents temps plein ou ETP)

Prévues 2016-2017	Réelles 2016-2017	Écart 2016-2017
830	809	-21

Programme 1.2 : Diplomatie, défense des intérêts et accords internationaux

Description : Par le biais de ce programme, Affaires mondiales Canada utilise la diplomatie, la défense des intérêts et l'exécution de programmes, qui prennent en compte le résultat de consultations auprès de parties prenantes au pays, afin de mobiliser des décideurs internationaux et d'influer sur ceux-ci de façon à promouvoir les valeurs et les intérêts du Canada.

Résultats

Au cours de la dernière année, Affaires mondiales Canada a poursuivi la réalisation des engagements du premier ministre en matière de multilatéralisme et de collaboration internationale, faisant ainsi la promotion des intérêts et des valeurs du Canada au profit des Canadiens, ici et à l'étranger.

Multilatéralisme et collaboration internationale

Le Canada a contribué à la défense et au renforcement d'un ordre international fondé sur les règles grâce à son leadership sur des enjeux mondiaux, tels que les droits des femmes et les changements climatiques. Par exemple, le 19 décembre 2016, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté une deuxième résolution coparrainée par le Canada sur le mariage de l'enfant, précoce et forcé (CEFM). Cela comprend également la campagne menée par le Canada en vue de l'obtention d'un siège non permanent au Conseil de sécurité des Nations Unies en 2021-2022. Les résultats des programmes, de la diplomatie et des actions de défense des intérêts du Ministère peuvent être observés tout au long de ce rapport. Les faits saillants ci-dessous ne sont que quelques-uns des nombreux résultats de l'engagement international canadien.

Le Canada a continué de payer intégralement ses contributions obligatoires pour toutes ses adhésions à des organisations internationales, notamment l'ONU, ce qui lui a valu une place sur la liste d'honneur des Nations Unies. Le soutien opportun du Canada a facilité le travail de l'ONU et de ses organismes spécialisés dans la réalisation de leurs mandats respectifs. Par exemple, grâce au soutien accru du Canada (5 millions de dollars par année de 2016 à 2018), le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme est en mesure de mieux protéger les droits de la personne et d'en faire la promotion dans le monde. La majeure partie des contributions obligatoires du Canada a servi à financer les opérations de paix de l'ONU dans les régions où les civils couraient un risque imminent, comme au Mali, au Soudan du Sud, en République centrafricaine et en République démocratique du Congo.

En 2016-2017, le Ministère a fait progresser les priorités du Canada sur le plan de la sécurité, particulièrement en ce qui concerne les menaces découlant des armes de destruction massive, de l'instabilité et de la fragilité des États, de la criminalité internationale, du terrorisme et de la radicalisation. Par exemple, Affaires mondiales Canada a défendu et appuyé plusieurs initiatives clés, y compris la direction conjointe d'une résolution de l'Assemblée générale de l'ONU visant à faire progresser les négociations concernant un traité sur l'interdiction de la production de matières fissiles, qui met un terme à la production de matières explosives utilisées dans les armes nucléaires. Également, Affaires mondiales Canada a coparrainé une résolution du Conseil de sécurité des Nations Unies en vue de l'adoption et de la mise en œuvre du Plan d'action pour la prévention de l'extrémisme violent des Nations Unies et l'appui à la Déclaration de Stockholm pour surmonter la fragilité et consolider la paix dans un monde en mutation. Le Canada a aussi coparrainé une résolution du Conseil de sécurité de l'ONU, laquelle exigeait que toutes les parties à un conflit armé satisfassent intégralement à leurs obligations visant à assurer le respect et la protection du personnel médical ainsi que la libre circulation en toute sécurité des équipes et des fournitures médicales. Au Sommet de l'OTAN à Varsovie en 2016, le Canada a annoncé qu'il dirigerait la présence avancée renforcée de l'OTAN en Lettonie pour favoriser la paix et la stabilité en Europe.

Au cours de la dernière année, le Canada a pris diverses mesures vers l'adhésion au Traité sur le commerce des armes, lequel régleme le commerce international des armes conventionnelles par les États ayant ratifié le Traité. Affaires mondiales Canada a présenté un projet de loi au Parlement afin que le Canada puisse s'acquitter de ses obligations aux termes du Traité dès son adhésion. Des renseignements supplémentaires sur la façon dont le Canada contribue à accroître la sécurité et la stabilité internationales sont présentés dans la section « Programme 3.1 : Sécurité internationale et développement démocratique ».

De grandes priorités de développement international ont également été mises de l'avant cette année grâce à de nombreuses initiatives. En mars 2017, **650 millions de dollars** a été engagé en soutien de la santé sexuelle et reproductive des femmes et des filles. En mai 2017, le premier ministre Trudeau a annoncé la création de l'Institut de financement du développement du Canada, qui sera situé à

Montréal. Grâce à un investissement initial de 300 millions de dollars, l'Institut appuiera l'investissement du secteur privé dans les pays en développement, en mettant un accent particulier sur la croissance verte, ainsi que sur les entreprises dirigées par des femmes et des jeunes. Le Ministère a également soutenu les États membres de l'Union africaine dans le renforcement de leurs systèmes de gestion des risques pour les risques liés au climat, avec une contribution de 40 millions de dollars sur cinq ans. Le Canada a démontré un solide leadership aux Nations Unies en pilotant la rédaction d'une déclaration commune sur l'inclusion et la diversité au Conseil des droits de l'homme de l'ONU, la première en son genre. Au-delà du système des Nations Unies, les réalisations diplomatiques du Canada comprennent sa participation à la fondation de l'Equal Rights Coalition, une nouvelle coalition internationale défendant les droits des lesbiennes, des gais, des bisexuels, des transgenres et des intersexués. De plus amples renseignements sur les programmes d'aide internationale du Canada sont présentés dans la section « Programme 3.2 : Développement international ».

Programme commercial progressiste

Approche transparente du commerce

Dans le cadre de ses efforts visant à promouvoir des pratiques commerciales innovantes, le Canada a ratifié la Convention de Maurice sur la transparence de l'ONU, qui assurera des processus transparents d'arbitrage des investissements lors de son entrée en vigueur en octobre 2017.

L'année dernière, Affaires mondiales Canada a continué à mettre de l'avant son programme commercial progressiste. Le Canada et l'Union européenne (UE) ont signé l'Accord économique et commercial global (AECG), qui est entré en vigueur le 21 septembre 2017 et améliorera les

débouchés économiques pour les Canadiens. Le Canada a signé un accord de libre-échange (ALE) avec l'Ukraine, a entrepris des discussions exploratoires sur un ALE avec la Chine, a amorcé le travail sur une étude de faisabilité conjointe afin d'évaluer le potentiel d'un ALE entre l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE) et le Canada, et a insufflé un nouveau dynamisme aux discussions sur un partenariat économique avec l'Inde. Le Canada a également ratifié l'Accord sur la facilitation des échanges de l'Organisation mondiale du commerce, qui est entré en vigueur en février 2017. Cet accord profite aux exportateurs canadiens en accélérant les procédures douanières et frontalières et en améliorant leur prévisibilité. De plus amples renseignements sur la façon dont le Ministère aide les canadiens à saisir les occasions d'affaires à l'échelle internationale sont présentés dans la section « Programme 2.1 : Commerce international ».

Développement

Enfin, le Canada a fourni à ses partenaires locaux dans les pays en développement un financement stratégique, pour promouvoir les valeurs et les intérêts du Canada à l'étranger et relever les défis locaux en matière de développement. En 2016-2017, le Canada a appuyé 591 projets dans 121 pays et en Cisjordanie par l'intermédiaire de 69 missions canadiennes à l'étranger, touchant plus de 420 000 bénéficiaires directs. Parmi ces projets, mentionnons des ateliers, de la formation, des campagnes de défense des droits, ainsi que des services juridiques et psychosociaux. Bon nombre d'entre eux ont appuyé des groupes de bénéficiaires ciblés tels que les femmes et les filles, la communauté LGBTQI, les réfugiés et les migrants. À titre d'exemple, le Canada a soutenu les efforts visant à promouvoir l'égalité des genres et le renforcement du pouvoir des femmes et des filles au sein d'un conseil décisionnel local au Cameroun, de même que la formation de chirurgiens militaires, de stagiaires en chirurgie et de personnel infirmier en Ukraine.

Amérique du Nord

Les États-Unis demeurent le plus important partenaire du Canada relativement à un grand nombre d'enjeux — l'économie, la sécurité, l'environnement et les relations de personne à personne¹. L'an dernier, Affaires mondiales Canada a continué de chercher des possibilités de dialogue constructif et de coopération concrète avec ses homologues aux États-Unis.

En février 2017, le premier ministre Trudeau a rencontré le président Trump, à Washington, pour une première fois. Dans leur déclaration commune, les deux dirigeants ont désigné des domaines prioritaires pour une action commune, notamment la croissance économique, la sécurité énergétique et l'environnement, la sécurité de la frontière, la sécurité internationale et l'avancement des femmes entrepreneures. Dans ses relations avec les décideurs et les parties intéressées aux États-Unis, le Canada continue de démontrer son appui à l'ALÉNA et qu'il est prêt à défendre ses intérêts et ses valeurs dans les négociations pour moderniser l'accord. L'objectif du Canada est de mieux aligner l'accord sur les nouvelles réalités commerciales et d'investissement de manière à faire avancer la relation nord-américaine.

Également en février 2017, la ministre des Affaires étrangères a rencontré pour la première fois le secrétaire d'État à Washington pour s'entretenir des priorités du Canada et des États-Unis de même que de leurs domaines de collaboration. Ils ont souligné l'importance des relations économiques entre les deux pays, qui représentent des millions d'emplois pour la classe moyenne des deux côtés de la frontière. Ils ont également parlé des relations commerciales équilibrées et mutuellement avantageuses entre le Canada et les États-Unis ainsi que du bois d'œuvre.

Affaires mondiales Canada et les missions du Canada aux États-Unis sont essentielles à la coordination des relations canadiennes de haut niveau, et au soutien connexe, auprès des dirigeants politiques et des influenceurs à l'échelle des États-Unis. Le but de ces discussions est de tisser des liens au sein du nouveau gouvernement américain, de former des alliances à l'appui des intérêts canadiens au sein de tous les ordres de gouvernement et de souligner l'importance que revêt le marché canadien pour les emplois américains et l'économie dans son ensemble.

Affaires mondiales Canada a poursuivi ses efforts visant à négocier un nouvel accord sur le bois d'œuvre résineux entre le Canada et les États-Unis avec la coopération étroite des parties intéressées des provinces, des territoires et de l'industrie. Parallèlement, les intérêts de l'industrie canadienne du bois d'œuvre résineux ont été défendus au cours des enquêtes américaines sur les droits antidumping et compensateurs, et des préparatifs ont été faits, au besoin, en vue de litiges éventuels.

De même, au cours du dernier exercice, Affaires mondiales Canada a dirigé l'organisation de plusieurs réunions de haut niveau en vue d'améliorer la coopération nord-américaine, comme la Réunion des ministres des Affaires étrangères de l'Amérique du Nord, à Québec, en janvier 2016. Ces discussions importantes ont ouvert la voie à la tenue du Sommet des leaders nord-américains à Ottawa en juin 2016, qu'a accueilli le premier ministre Trudeau, et au cours duquel les dirigeants ont établi le Partenariat nord-américain en matière de climat, d'énergie propre et d'environnement. Qui plus est, les dirigeants ont annoncé des initiatives visant à faciliter la circulation des marchandises légitimes et des voyageurs dignes de confiance de part et d'autre des frontières en vue de favoriser le commerce et la compétitivité.

¹ Les relations non gouvernementales, telles que la culture et le commerce.

Europe

L'année 2016 a marqué le 40^e anniversaire du partenariat entre le Canada et l'UE². S'appuyant sur cette riche histoire de coopération, le Canada a renforcé ses relations stratégiques avec l'UE par la signature de l'AECG et de l'Accord de partenariat stratégique entre le Canada et l'UE. L'UE est le deuxième partenaire commercial du Canada et l'AECG permettra aux entreprises canadiennes de tirer pleinement parti de nouveaux débouchés sur ce marché. En appui à l'Accord de partenariat stratégique, le Ministère travaillera avec ses homologues de l'UE pour créer un comité mixte de coopération et un comité ministériel mixte de même que pour organiser un sommet des dirigeants, et ce, pour renforcer davantage la coopération.

Les représentants du Canada et de l'UE se sont rencontrés à plusieurs reprises au cours de l'année écoulée afin de discuter de l'énergie, des changements climatiques et de l'environnement, ce qui a mené à un plan d'action visant à encourager la collaboration en ce qui concerne les marchés du pétrole et du gaz ainsi que l'énergie propre. Les consultations sur les droits de la personne ont mis de l'avant les positions du Canada sur l'égalité des genres et l'inclusion de même que le respect de la diversité, préalablement aux réunions du Conseil des droits de l'homme de l'ONU. Les discussions sur la sécurité ont porté sur des problèmes urgents, tels que l'Ukraine, la Syrie, l'Irak et la Libye.

Arctique

Le Canada a continué à démontrer un solide leadership international sur des enjeux nationaux et internationaux dans le Nord. En novembre 2016, le Canada a organisé une rencontre entre le Canada et la Russie sur le sujet de l'Arctique, et il a envoyé des délégations à des conférences importantes pour promouvoir les intérêts de la politique étrangère auprès d'un large éventail d'interlocuteurs internationaux, y compris la Russie.

Au Conseil de l'Arctique, le Canada a travaillé à améliorer l'équilibre entre les initiatives relatives au développement économique, social et culturel, et celles qui traitent de la protection de

l'environnement. Le Ministère a soutenu des projets visant à accroître la production alimentaire dans l'Arctique et à réduire l'incidence du suicide chez les jeunes dans les collectivités du Nord. Pour contribuer à la sauvegarde de l'environnement fragile de l'Arctique, Affaires mondiales Canada a également contribué à des projets liés aux oiseaux migrateurs, aux énergies renouvelables, aux changements climatiques et aux polluants organiques persistants.

Amériques

L'engagement du Canada à travailler de concert avec l'Amérique latine et la région des Caraïbes a été souligné cette année par des visites de haut niveau et diverses initiatives menées à l'appui de la croissance inclusive, des droits de la personne, de la sécurité et de l'égalité des genres. La coopération avec les organisations régionales et sous-régionales est demeurée importante, notamment celle avec l'Organisation des États Américains (OEA) et la Communauté des Caraïbes (CARICOM). Le Canada a

Promouvoir les industries canadiennes de la création

En collaboration avec Patrimoine canadien, le Ministère a mis en place un nouveau programme afin de promouvoir et de faire connaître les artistes canadiens à l'étranger ainsi que d'appuyer les industries de la création sur les marchés étrangers. En 2016-2017, le réseau des missions du Ministère a réalisé 235 initiatives diplomatiques culturelles et 42 projets pour soutenir les exportations des industries de la création. De nouveaux postes, au pays et sur des marchés étrangers importants, ont été créés dans le but de faire connaître les industries de la création et les artistes canadiens.

² Le premier Accord-cadre de coopération commerciale et économique entre le Canada et la Communauté européenne a été signé en 1976. La Communauté européenne a précédé l'Union européenne.

accueilli la vice-présidente de l'Argentine afin d'entamer une collaboration au sujet de la présidence à venir du G7 (Canada) et du G20 (Argentine).

Les initiatives du Ministère dans la région se rapportant à la croissance économique, au commerce et à l'investissement ont fait du Canada un ardent promoteur d'un contexte commercial juste et ouvert à l'échelle mondiale. La participation du premier ministre, du ministre des Affaires étrangères et de la ministre du Commerce international du Canada à la réunion des dirigeants de la Coopération économique Asie-Pacifique, tenue au Pérou en novembre 2016, a souligné l'importance qu'accorde le Canada à la prospérité commune et à la croissance économique durable. En juin 2016, le Canada a signé une déclaration conjointe sur un partenariat avec l'Alliance du Pacifique, qui comprend le Chili, la Colombie, le Mexique et le Pérou. Le Canada est le seul pays observateur à avoir signé une telle entente avec ce bloc économique important.

Aussi, Affaires mondiales Canada a continué de communiquer bilatéralement avec des pays dans la région afin d'appuyer les efforts visant à améliorer la sécurité régionale, à collaborer aux fins de la réduction des risques de catastrophe et à favoriser une réforme du système de justice. La ministre Freeland et la ministre Bibeau ont annoncé un investissement de 78 millions de dollars au titre d'initiatives relatives au développement, à la paix et à la sécurité en vue d'appuyer le processus de paix en Colombie. À travers ce financement, le Canada souhaite notamment encourager la pleine participation des femmes dans le processus de paix ainsi que la mission de paix en Colombie. La ministre des Affaires étrangères s'est également rendue au Honduras et au Guatemala afin de discuter des travaux en cours au chapitre des droits de la personne, de la réforme du système de justice, de la sécurité et de la lutte contre la corruption. À Haïti, le Ministère a coordonné une intervention pangouvernementale relative à l'ouragan Matthew, y compris le déploiement de l'Équipe canadienne d'évaluation des catastrophes, laquelle a produit une évaluation détaillée des besoins humanitaires. Au Venezuela, le ministère a continué à plaider en faveur de la promotion et de la protection de la démocratie et des droits de l'homme, y compris à travers un certain nombre de déclarations publiques, notamment une déclaration ministérielle publiée le 31 mars appelant le gouvernement du Venezuela à restaurer la démocratie.

Moyen-Orient

Affaires mondiales Canada a joué un rôle de premier plan dans les efforts diplomatiques visant à réduire la violence, à améliorer l'accès des travailleurs humanitaires dans les zones de conflits et à maintenir les pourparlers de paix dans la région, en particulier en Syrie. Le Ministère a organisé une réunion sans précédent avec de hauts responsables de 15 pays en vue de mettre fin à l'impasse sur le processus de paix, de mettre en place un cessez-le-feu durable et de permettre un accès humanitaire sans entrave. Le Canada fait également partie d'un groupe central de pays qui a mis en place un mécanisme de responsabilisation de l'ONU pour les crimes commis en Syrie. En Irak et en Syrie, le Canada a été le principal donateur à l'égard des efforts visant à consigner les preuves et à établir des dossiers pénaux en vue de poursuivre en justice Daech³ et des membres du régime Assad pour avoir contrevenu au droit criminel et humanitaire international.

À titre de chef de file sur les questions relatives aux genres au sein du groupe de travail pour la stabilisation de la Coalition mondiale contre Daech, le Canada a fait la promotion de l'intégration de la question des genres et du programme relatif aux femmes, à la paix et à la sécurité dans tous les efforts de stabilisation, y compris en finançant la présence d'un expert de la question des genres pour le Mécanisme de financement pour la stabilisation des Nations Unies et en facilitant une formation sur le

³ L'État islamique en Irak et au Levant (EIL) est appelé Daech dans ce rapport (son acronyme arabe).

genre et la sécurité pour les membres de la Coalition. Le Canada a également coorganisé la Conférence des donateurs à l'appui de l'Irak, à Washington, laquelle a permis de recueillir plus de 2 milliards de dollars américains pour l'aide humanitaire, le déminage et la stabilisation, pour lesquels le Canada a annoncé une contribution de 158 millions de dollars.

Le Canada a continué de collaborer avec les principaux partenaires dans la région pour favoriser un contexte propice à la paix en Libye. En septembre 2016, le Canada a participé à une réunion du groupe ministériel pour la Libye, à Rome, qui a rassemblé 26 pays et organisations internationales afin d'assurer la cohérence des politiques en matière de stabilisation.

L'actuel conflit israélo-palestinien a franchi l'étape symbolique de 50 ans en 2017. Le Canada a participé aux efforts des ministres dirigés par la France pour maintenir le processus de paix au Moyen-Orient et arriver à une solution à deux États pour résoudre le conflit israélo-palestinien. Le Canada a participé à une série de réunions ministérielles et de hauts fonctionnaires visant à promouvoir la solution à deux États.

Asie-Pacifique

L'engagement du Canada dans la région de l'Asie-Pacifique est plus fort que jamais. Au cours de la dernière année, le Ministère a soutenu plus de 40 visites de haut niveau en Chine, y compris celle du premier ministre. Plusieurs de ces visites ont inclus des chefs d'entreprise canadiens et ont abouti à des accords commerciaux d'une valeur de plusieurs milliards de dollars. Le Ministère a également appuyé la visite du premier ministre chinois à Ottawa et à Montréal — la première visite d'un chef d'État chinois au Canada depuis 2010. Les visites des dirigeants ont donné lieu à 46 engagements bilatéraux qui feront progresser la relation relativement aux questions stratégiques dans un éventail de domaines et de secteurs prioritaires. Cette situation a fait accroître les possibilités commerciales dans divers secteurs, y compris l'agroalimentaire, l'éducation et le tourisme. En 2016, le nombre d'étudiants chinois faisant des études au Canada a augmenté de 11 % pour dépasser les 132 000, et le nombre de touristes chinois a augmenté de 24 % pour atteindre 610 000. En outre, ces visites ont débouché sur le lancement de discussions préliminaires portant sur un possible accord de libre-échange entre le Canada et la Chine et un protocole d'entente avec ce pays lui garantissant l'accès à des exportations d'huile de canola canadienne d'une valeur de 2 milliards de dollars jusqu'au début de 2020, pendant que la collaboration se poursuit afin d'aboutir à une solution permanente. De même, le Canada a soutenu les efforts en Chine pour renforcer la gouvernance responsable et les droits de la personne.

Diplomatie et protocole

Des services de protocole officiel ont été fournis au gouverneur général, au premier ministre, aux ministres d'Affaires mondiales Canada et au corps diplomatique étranger accrédité auprès du Canada. Parmi les faits saillants, soulignons 47 visites officielles au Canada, 137 visites à l'étranger et 80 événements officiels avec plus de 11 000 invités.

Le profil commercial du Canada avec l'Inde a également été rehaussé dans le cadre d'une série de visites de ministres des deux pays, ce qui a donné lieu au renouvellement de l'engagement à conclure rapidement des accords commerciaux et à supprimer les obstacles au commerce touchant les exportations canadiennes. En 2016-2017, le commerce bilatéral avec l'Inde a été évalué à 8 milliards de dollars, le commerce avec le

Bangladesh a atteint un nouveau sommet de 2,4 milliards de dollars, et le commerce avec le Pakistan a atteint un record de 1,4 milliard de dollars. Pour favoriser le commerce avec le Japon, le Ministère a appuyé 26 visites de haut niveau dans ce pays et a convoqué une réunion du comité économique pour aider les exportateurs canadiens dans les secteurs prioritaires des technologies propres, de l'énergie, de l'infrastructure, des ressources naturelles, de l'agroalimentaire et de la coopération en éducation. Les exportations canadiennes vers le Japon sont passées de 9,8 milliards de dollars en 2015 à 10,7 milliards de dollars en 2016, en hausse de 9,2 %. En outre, les efforts déployés par le Ministère pour présenter le

Canada comme une destination attrayante pour l'investissement et l'innovation avec un accès privilégié aux marchés mondiaux ont contribué à attirer d'importants investissements japonais au Canada, qui sont passés de 22 milliards de dollars en 2015 à 29,1 milliards de dollars en 2016, soit une augmentation de 32,3 %. Le Canada a également mis en vigueur des accords de promotion et de protection des investissements étrangers avec Hong Kong (septembre 2016) et la Mongolie (février 2017).

En 2016, le ministre des Affaires étrangères s'est rendue au Cambodge, au Myanmar, à Singapour et au Vietnam pour promouvoir les droits de la personne ainsi que la liberté de religion ou de croyance et pour discuter des changements climatiques et des préoccupations environnementales. Lors du Forum régional de l'ANASE, au Laos, le ministre des Affaires étrangères a annoncé neuf nouvelles initiatives, d'une valeur globale de plus de 18 millions de dollars, visant à renforcer la sécurité régionale et la stabilité en Asie du Sud-Est. De plus, le Canada a nommé son premier ambassadeur à l'ANASE. Au cours de la rencontre des ministres responsables de l'économie de l'ANASE, le ministre du Commerce international a annoncé des initiatives pour renforcer les relations du Canada avec l'ANASE, telles qu'une étude de faisabilité pour un accord de libre-échange entre l'ANASE et le Canada, et 13 millions de dollars pour élaborer et soutenir l'intégration et l'accès aux chaînes de valeur et aux marchés mondiaux par les petites et moyennes entreprises au sein de l'ANASE.

En collaboration avec ONU Femmes, entité des Nations Unies pour l'égalité des genres et le renforcement du pouvoir des femmes, le Canada a appuyé une plus grande égalité entre les femmes et les hommes devant la loi dans sept pays de l'Asie du Sud-Est et a renforcé la responsabilisation et le suivi des droits des femmes dans le cadre du processus de déclaration de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes. Depuis 2011, environ 1,140 champions de l'égalité des genres en huit pays de l'ANASE ont amélioré leurs connaissances et leurs compétences liées à la Convention. Ces champions comprenaient des fonctionnaires gouvernementaux, parlementaires, fonctionnaires des Cours suprêmes et représentants d'organisations de la société civile. De plus, 25 lois ou stratégies qui renforcent l'égalité entre les sexes ont été promulguées dans neuf pays d'Asie du Sud-Est.

Afrique

Le Ministère a fait progresser les intérêts et les valeurs du Canada sur le continent africain grâce à un engagement ciblé de haut niveau. Le Premier ministre Trudeau s'est rendu au Libéria pour faire progresser les priorités canadiennes, y compris le renforcement du pouvoir des femmes et des filles, les droits de la personne et le réengagement avec l'Afrique pour relever les défis auxquels le continent est confronté. Lors du Sommet de la Francophonie qui a eu lieu à Madagascar, le premier ministre Justin Trudeau a annoncé l'octroi de 112,8 millions de dollars pour des projets de développement international qui visent à lutter contre les changements climatiques, à favoriser le renforcement du pouvoir socioéconomique des femmes, à offrir plus d'occasions d'emploi aux femmes et aux jeunes et à prévenir la radicalisation; la plupart de ces projets seront consacrés à des pays d'Afrique.

Les ministres des Affaires étrangères, du Développement international et de la Francophonie, et de la Défense nationale ont visité plusieurs pays d'Afrique, notamment l'Éthiopie, le Kenya, et le Nigéria. Ces visites ont permis de renforcer des partenariats stratégiques dans les domaines du développement et de la sécurité internationale. Par exemple, au Nigéria, le ministre des Affaires étrangères a coprésidé la commission binationale Canada-Nigéria, qui a servi à définir un plan d'action pour la collaboration future avec le pays le plus peuplé d'Afrique. Le Canada a également poursuivi le dialogue avec les pays et les organisations régionales aux vues similaires afin d'appuyer sans relâche le processus de paix au Soudan du Sud.

En vue d'aider à faciliter les activités commerciales et les investissements du Canada en Afrique, le Canada a signé et ratifié des accords sur la promotion et la protection des investissements étrangers avec le Mali (juin 2016), le Sénégal (août 2016), le Cameroun (décembre 2016) et la Guinée (mars 2017). Grâce à ces accords et au dialogue avec les collectivités régionales et ses partenaires internationaux, le Canada a aidé à favoriser un climat commercial stable, prévisible et transparent en Afrique subsaharienne, particulièrement dans les pays où le Canada procède à des investissements majeurs dans le secteur minier.

Résultats atteints

Résultat attendu	Indicateurs de rendement ⁴	Cibles	Date d'atteinte de la cible	Résultats réels 2016-2017	Résultats réels 2015-2016	Résultats réels 2014-2015
La mobilisation des acteurs internationaux et l'exercice d'une influence sur ceux-ci favorisent l'adoption de mesures allant dans le sens des intérêts et des valeurs du Canada.	Mesure dans laquelle, sur une échelle de 1 à 5, les positions canadiennes sont prises en compte dans des initiatives/accords bilatéraux.	4	2017-04-01	3,20 ⁵	3,5	4,11
	Mesure dans laquelle, sur une échelle de 1 à 5, les positions canadiennes sont prises en compte dans des initiatives/accords multilatéraux.	4	2017-04-01	3,77 ⁶	3,5	4,31
	Mesure dans laquelle, sur une échelle de 1 à 5, les positions canadiennes sont prises en compte dans les négociations visant la conclusion d'accords commerciaux bilatéraux, plurilatéraux et multilatéraux.	4	2017-04-01	4	4	5

Ressources financières budgétaires (en dollars)

Budget principal des dépenses 2016-2017	Dépenses prévues 2016-2017	Autorisations totales 2016-2017	Dépenses réelles 2016-2017	Écart 2016-2017
949 769 188	957 781 259	1 024 589 506	896 561 089	-61 220 170

Ressources humaines (ETP)

Prévues 2016-2017	Réelles 2016-2017	Écart 2016-2017
1 649	1 636	-13

⁴Le rendement de ce programme a été établi à partir d'une évaluation des données saisies dans l'outil de production de rapports en ligne d'Affaires mondiales Canada (Strategia), ainsi que des dossiers internes et des rapports sur les négociations, la sensibilisation, les consultations et les avis juridiques.

⁵Ce résultat peut être partiellement attribuable au changement de l'approche méthodologique en 2016-2017, ainsi qu'à un rajustement de l'échelle de 5 points. À l'avenir, le Ministère délaissera les indicateurs de rendement fondés sur une échelle de 5 points.

⁶Ibidem.

Résultat stratégique 2 : Services de commerce international et consulaires destinés aux Canadiens — Les Canadiens sont satisfaits des services commerciaux et consulaires.

Programme 2.1 : Commerce international

Description : Dans le cadre de ce programme, Affaires mondiales Canada fournit des services commerciaux et prodigue des conseils aux entreprises canadiennes et aide ces dernières dans leurs recherches de débouchés à l'étranger. Ces services sont principalement offerts par le biais du Service des délégués commerciaux du Canada, qui organise des missions commerciales ciblant des secteurs précis sur les marchés prioritaires, aide les entreprises canadiennes à accéder aux chaînes de valeur mondiales et à d'autres débouchés, et appuie la facilitation, l'expansion ou le maintien de l'investissement étranger direct ainsi que des partenariats internationaux en matière d'innovation, de science et de technologie.

Résultats

Faire du Canada une destination de choix pour les investissements internationaux demeure au cœur des priorités du gouvernement. Tel qu'annoncé dans le budget de 2017, Affaires mondiales Canada a élaboré une nouvelle stratégie en matière de commerce et d'investissement. À l'appui de cette nouvelle stratégie, le gouvernement s'est engagé à investir 218 millions de dollars au cours des cinq prochaines années au titre de la création du carrefour Investir au Canada, qui sera établi en 2017. Le carrefour collaborera avec les entités fédérales, les gouvernements provinciaux et territoriaux ainsi que les administrations municipales pour simplifier l'investissement au Canada et le rendre plus attrayant. Bien que le carrefour soit principalement axé sur les transactions de grande valeur, il travaillera également en harmonie avec le Service des délégués commerciaux (SDC) du Canada pour attirer des investissements étrangers directs et renforcer l'image positive du Canada en ce qui a trait à son ouverture au commerce international.

Le SDC a continué d'attirer des investissements étrangers et d'aider des entreprises et des organisations désirant exporter, investir à l'étranger, attirer des investissements étrangers ou établir des partenariats en matière d'innovation ou de recherche et développement. En 2016-2017, le SDC a facilité la visite de 159 investisseurs au Canada en vue de réaliser des projets spécifiques d'investissement. De plus, 3 826 investisseurs potentiels ont participé à des activités axées sur l'investissement organisées par le SDC; 92 % des répondants à un sondage ont affirmé que ces activités leur avaient permis d'accroître leurs connaissances relatives aux occasions d'investissement au Canada. Grâce au programme Investissement Canada-Initiatives des communautés, le SDC a également aidé à accroître les possibilités d'emploi en soutenant les efforts des collectivités canadiennes visant à attirer, à maintenir et à accroître l'investissement étranger direct. C'est pourquoi le programme a approuvé une somme de 3,7 millions de dollars en financement et a aidé 87 collectivités au Canada. L'engagement proactif du SDC à l'égard des intervenants clés s'est traduit par 101 nouveaux investissements et a permis de hausser l'investissement étranger direct au Canada en 2016-2017, le tout atteignant une valeur estimée de 2,25 milliards de dollars et entraînant la création de 2 979 emplois.

En prévision de la mise en œuvre de plusieurs accords de libre-échange, Affaires mondiales Canada a aidé les entreprises canadiennes à comprendre les façons d'accéder à un plus grand nombre de marchés, à tirer parti des ALE du Canada et à atteindre davantage de consommateurs à l'échelle mondiale grâce au commerce électronique. De plus, en 2017, Affaires mondiales Canada s'est associé avec d'autres organisations pour lancer Info-Tarif Canada; cet outil en ligne, créé pour aider les exportateurs, fournit des données sur les droits tarifaires des pays partenaires du Canada dans le cadre

d'un accord de libre-échange, comme les pays de l'Union européenne, les États-Unis, le Mexique, la Corée du Sud et le Pérou.

En 2016-2017, un total de 992 accords commerciaux ont été conclus, ce qui représente une augmentation par rapport à l'année précédente, avec 1 325 accords commerciaux actuellement en discussion par les entreprises canadiennes, avec l'aide du SDC. Les entreprises canadiennes ont continué d'exprimer un niveau élevé de satisfaction à l'égard des services offerts par le SDC, 89,5 % des clients s'estimant satisfaits ou très satisfaits des services reçus, soit une augmentation de 4,5 % par rapport à l'année précédente.

Le SDC a continué à fournir des conseils et des renseignements aux entreprises canadiennes dans les secteurs prioritaires. Affaires mondiales Canada veut renforcer son appui au secteur des technologies propres à l'échelle internationale, notamment par un engagement de 15 millions de dollars sur une période de quatre ans pour une stratégie de développement commercial pour les technologies propres qui aidera les entreprises canadiennes à devenir des chefs de file à l'échelle mondiale au chapitre de l'exportation de technologies et de processus propres et durables. En 2016-2017, le SDC a dénombré 247 nouveaux clients utilisant des technologies propres, a fourni 3 718 services à des clients utilisant des technologies propres et s'est associé à cinq associations industrielles de technologies propres. Il a également travaillé en étroite collaboration avec des partenaires du gouvernement fédéral, comme Ressources naturelles Canada, Innovation, Sciences et Développement économique Canada et Environnement et Changement climatique Canada pour harmoniser les politiques et les programmes afin de renforcer la réputation du Canada en tant que partenaire de choix sur la scène mondiale dans le secteur des technologies propres.

Le projet pilote d'accélérateurs technologiques canadiens a permis de soutenir les entreprises canadiennes du secteur des technologies propres, des technologies de l'information et des communications et des sciences de la vie en fournissant du mentorat avec des spécialistes de l'industrie, la validation des technologies, la mise en contact avec des clients et des partenaires potentiels et des locaux à bureaux dans un accélérateur d'entreprises. Plus de 117 entreprises ont eu recours aux accélérateurs technologiques canadiens en 2016-2017, et le SDC est en voie d'offrir ses services à 200 autres entreprises au cours des deux prochains exercices. De même, 90 % des participants aux accélérateurs technologiques canadiens ont indiqué que le projet avait contribué à la croissance de leur entreprise. Depuis 2013, les accélérateurs technologiques canadiens ont servi 467 entreprises qui ont signalé 1 845 nouveaux emplois, 428 millions de dollars en nouveaux capitaux recueillis, 154 millions de dollars en nouvelles recettes et plus de 800 partenariats stratégiques.

Le SDC a également offert des programmes pour appuyer les exportateurs. Par exemple, par le biais du programme CanExport, le SDC a pu appuyer 625 petites et moyennes entreprises canadiennes cherchant à faire croître leurs exportations et à atteindre de nouveaux marchés afin de stimuler leur croissance. Depuis son lancement en janvier 2016, le programme a versé plus de 15 millions de dollars aux petites et moyennes entreprises. Bien que la plupart des projets financés soient toujours en cours, les bénéficiaires ont signalé des ventes à l'exportation de plus de 45 millions de dollars résultant directement d'activités associées aux projets réalisés dans le cadre du programme CanExport.

En 2016-2017, le SDC a facilité l'établissement de 260 partenariats internationaux en recherche et innovation et a communiqué 452 débouchés en recherche et innovation, ce qui a permis aux entreprises et aux organisations canadiennes d'avoir accès à des réseaux, à des partenaires et à des ressources à

Création d'emplois pour les Canadiens

Affaires mondiales Canada a joué un rôle de premier plan dans la décision de Bell Helicopter de déménager l'une de ses chaînes de production à Mirabel, au Québec, pour la production des nouveaux hélicoptères 505 Jet Ranger. En juin 2016, Bell Helicopter a annoncé la création de 100 emplois à Mirabel.

l'échelle internationale, ainsi que d'améliorer leur capacité à innover. Par exemple, le programme Visée mondiale en innovation, relancé tout récemment, a aidé les innovateurs canadiens à commercialiser leurs technologies dans le cadre de partenariats clés à l'étranger. En 2016, ce programme a octroyé un financement de 829 312 \$ à 104 innovateurs qui ont signé des ententes contractuelles d'une valeur totale de 7,395 millions de dollars. Grâce au Programme canadien de l'innovation à l'international (PCII), qui soutient la commercialisation bilatérale de la technologie dans des pays ciblés, Affaires mondiales Canada et le Conseil national de recherches Canada ont achevé deux appels de propositions avec l'Inde, qui ont servi à financer les projets technologiques de quatre entreprises canadiennes. En outre, le PCII a permis l'organisation de huit rencontres de jumelage au Brésil, en Chine et en Inde auxquelles 60 entreprises canadiennes ont participé, ce qui s'est traduit par deux accords d'investissement (d'une valeur de 1,8 million de dollars) et six accords de collaboration.

Le Ministère a continué à offrir un solide appui à l'égard des exportations relatives au secteur de l'éducation. En mai 2016, le gouverneur général a dévoilé « EduCanada », la nouvelle image de marque du Canada en matière d'éducation, lors du plus grand congrès international du secteur de l'éducation. Cette marque, qui est gérée conjointement avec les provinces et les territoires, véhicule le statut du Canada comme une destination de calibre international de choix pour les études et la recherche. En septembre 2016, le ministre des Affaires étrangères a signé un protocole d'entente entre le Canada et la Chine sur la coopération dans le secteur de l'éducation. Dans l'ensemble, ce secteur a connu une forte croissance, le nombre d'étudiants et de chercheurs étrangers au Canada ayant augmenté de 17 % (par rapport à 2015) pour atteindre 413 015. Cette situation a donné lieu à des exportations de services d'éducation de plus de 15 milliards de dollars qui ont soutenu plus de 165 000 emplois à l'échelle du Canada.

Résultats atteints

Résultats attendus	Indicateurs de rendement	Cibles	Date d'atteinte de la cible	Résultats réels 2016-2017	Résultats réels 2015-2016	Résultats réels 2014-2015
Les efforts des exportateurs, des innovateurs et des investisseurs canadiens pour accroître leurs activités internationales sont couronnés de succès.	# d'accords commerciaux conclus avec l'aide du SDC.	1 000	2017-04-01	1 008	963	934
	% des entreprises canadiennes qui se disent satisfaites des services commerciaux fournis par le SDC.	80 %	2017-04-01	89,5 %	85 %	84,60 %
Il est possible de faciliter, d'accroître ou de maintenir l'investissement étranger direct (IED).	# de projets réussis (gains) en matière d'IED grâce à l'aide du SDC.	100	2017-04-01	101	109	106

Ressources financières budgétaires (en dollars)

Budget principal des dépenses 2016-2017	Dépenses prévues 2016-2017	Autorisations totales 2016-2017	Dépenses réelles 2016-2017	Écart 2016-2017
194 782 982	200 373 622	201 998 216	193 902 346	-6 471 276

Ressources humaines (ETP)

Prévues 2016-2017	Réelles 2016-2017	Écart 2016-2017
1 359	1 338	-21

Programme 2.2 : Services consulaires et gestion des urgences

Description : Par le biais de ce programme, Affaires mondiales Canada offre une aide consulaire et des conseils de voyage de grande qualité aux Canadiens qui voyagent, travaillent ou vivent à l'étranger. Ce programme permet aussi au Ministère de coordonner les mesures d'intervention du gouvernement du Canada face aux situations d'urgence internationales.

Résultats

Le Ministère a continué d'offrir des services consulaires efficaces et actualisés. Grâce au Centre de surveillance et d'intervention d'urgence d'Affaires mondiales Canada, les Canadiens ont reçu en temps opportun une aide consulaire d'urgence appropriée lors d'une situation de détresse à l'étranger, 24 heures par jour, sept jours par semaine. En 2016-2017, Affaires mondiales Canada a traité plus de 271 690 cas relevant des services consulaires, 6 190 de ces cas étant des demandes d'aide d'urgence adressées par des Canadiens voyageant ou résidant à l'étranger. Dans un sondage sur la satisfaction de la clientèle, les Canadiens ont exprimé des taux de satisfaction élevés par rapport aux services consulaires courants, 92 % d'entre eux s'estimant « satisfaits » ou « très satisfaits ».

Le Ministère a continué de veiller à ce que les Canadiens aient accès à l'information dont ils ont besoin pour prendre des décisions éclairées et sûres sur le plan des voyages. L'an dernier, le Programme de renseignements aux voyageurs a fourni des conseils aux Canadiens en publiant 1 240 mises à jour régulières sur Voyage.gc.ca. Parmi les événements couverts, il y a eu l'attentat terroriste à Orlando, aux États-Unis (juin 2016), de Nice, en France (juillet 2016), et de Berlin, en Allemagne (décembre 2016), l'apparition du virus Zika, de même que la tentative de coup d'État en Turquie (juillet 2016).

Aide rapide

En 2016-2017, 100 % des demandes adressées au Centre de surveillance et d'intervention d'urgence ont satisfait aux normes de service établies qui précisent que le temps d'attente en ligne des personnes qui appellent pour demander de l'aide doit être inférieur à une minute en moyenne (en dehors des situations de crise exceptionnelles). La moyenne du temps de réponse s'est établie à 25 secondes.

En outre, le Ministère a lancé la version 2.0 de l'application mobile « Bon voyage », qui fournit aux voyageurs des renseignements précis, présentés de manière conviviale, au bout des doigts, sur la façon de voyager en sécurité partout dans le monde. En 2016, cette application a gagné le prestigieux prix de distinction de la Conférence et exposition sur la technologie dans l'administration gouvernementale décerné pour son excellence en prestation de services publics. En date de mars 2017, on estime qu'environ 48 000 utilisateurs avaient téléchargé l'application.

En vertu de l'initiative « Prioriser les enfants » du Plan consulaire, le Ministère a poursuivi ses efforts de promotion visant à accroître le nombre de pays signataires de la Convention de La Haye de 1980 sur les

Grâce à une technologie novatrice, Affaires mondiales Canada a poursuivi la modernisation des services consulaires au moyen des quatre initiatives principales présentées dans le Plan consulaire du XXI^e siècle. En vertu des initiatives selon lesquelles il faut « cibler la sensibilisation » et « prendre le virage numérique », le nombre d'abonnés aux sites de médias sociaux portant sur les voyages d'Affaires mondiales Canada s'est accru de 94 628 (47 %) au cours de la dernière année pour atteindre un total de 295 053 personnes. En

aspects civils de l'enlèvement international d'enfants, traité international qui vise à ramener à leur lieu de résidence habituel les enfants ayant été enlevés ou déplacés à tort.

Outre l'aide qu'il apporte aux Canadiens qui se trouvent à l'étranger, le Ministère a continué de renforcer ses capacités de préparation en cas d'urgence, en collaboration avec les autres entités du gouvernement fédéral, afin d'assurer la coordination et la rapidité de l'intervention pangouvernementale lors de situations d'urgence à l'échelle internationale. En vertu de l'initiative « Renforcer notre réseau d'intervention », le Ministère a organisé 23 réunions de groupes de travail interministériels en 2016-2017 en réponse à des situations d'urgence qui se sont déclarées en Équateur (tremblement de terre en avril 2016), au Soudan du Sud (agitation civile en juillet 2016), en Turquie (tentative de coup d'État militaire en juillet 2016), dans les Caraïbes (ouragan Matthew en septembre 2016) et aux Philippines (typhon Nock-Ten en décembre 2016). En collaboration étroite avec ses partenaires gouvernementaux, Affaires mondiales Canada a également mis la touche finale au cadre international d'intervention d'urgence en novembre 2016, qui clarifie les mécanismes, les procédures, les rôles et les responsabilités pour la coordination de l'intervention pangouvernementale lors de situations d'urgence à l'étranger.

Pour accroître la capacité d'appoint en réponse à des incidents critiques imprévus ayant des répercussions sur des Canadiens ou sur des intérêts canadiens à l'étranger, Affaires mondiales Canada a maintenu l'Équipe permanente de déploiement rapide afin de pouvoir répondre à toute situation de crise. En 2016-2017, neuf membres de l'Équipe permanente de déploiement rapide ont été déployés en réponse à deux situations d'urgence : un tremblement de terre en Équateur et l'aide pour le départ des Canadiens du Soudan du Sud. Pour soutenir davantage la capacité d'appoint du Ministère, Affaires mondiales Canada a élaboré 148 produits géomatiques détaillés⁷ afin de donner, aux personnes qui se préparent aux situations d'urgence et qui interviennent, un aperçu plus complet de la situation, y compris la destination des Canadiens, l'emplacement des actifs, les plaques tournantes du transport et les sites de risques ou les situations d'urgence actives.

Le Canada a continué d'assumer son rôle de chef de file à l'échelle internationale et a favorisé l'engagement croissant et une meilleure compréhension de la communauté internationale concernant la politique consulaire et les enjeux pratiques actuels en agissant à titre de secrétariat du Forum consulaire mondial et de président du comité directeur du Forum. En octobre 2016, les hauts fonctionnaires de 33 pays, dont les États-Unis, la Chine, le Japon, la France et la Grande-Bretagne, ont adopté la Déclaration de consensus de Séoul sur la collaboration en matière de services consulaires, la première déclaration adoptée par le Forum consulaire mondial depuis sa création en 2013. Cette déclaration reflète la volonté commune des membres du Forum de collaborer et d'améliorer la prestation des services consulaires en faveur de leurs ressortissants. En mai 2016, le Canada et l'Australie ont signé un protocole d'entente sur la collaboration en temps de crise, en s'appuyant sur l'Accord sur le partage de services consulaires entre le Canada et l'Australie existant, qui permet une collaboration et une utilisation efficace des ressources.

En collaboration avec Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada, Affaires mondiales Canada a géré de manière efficace la mise en œuvre de l'autorisation de voyage électronique, une nouvelle exigence d'entrée imposée aux étrangers qui sont originaires d'un pays dispensé de l'obligation de visa et qui arrivent au Canada en avion, sauf pour ceux qui arrivent des États-Unis. En raison de cette nouvelle exigence, le Ministère a délivré plus de 205 610 passeports à des points de prestation de service situés à l'étranger en 2016-2017, ce qui représente une augmentation de 10 % par rapport à l'année précédente.

⁷ Se compose de produits, de services et d'outils liés à la collecte, à l'intégration et à la gestion des données géographiques.

Résultats atteints

Résultats attendus	Indicateurs de rendement	Cibles	Date d'atteinte de la cible	Résultats réels 2016-2017	Résultats réels 2015-2016	Résultats réels 2014-2015
Les Canadiens bénéficient d'une aide consulaire satisfaisante à l'étranger.	% de Canadiens satisfaits des services consulaires courants.	90 %	2017-04-01	92 %	94 %	92 %
Les Canadiens sont mieux informés sur la façon de voyager de façon responsable et en toute sécurité.	Mesure dans laquelle, sur une échelle de 1 à 5, les «Conseils et avertissements» contiennent des renseignements précis et de grande qualité.	Obtenir les données de référence	2017-04-01	3	L'indicateur a changé	
L'intervention pangouvernementale en cas d'urgence est coordonnée promptement.	Mesure dans laquelle, sur une échelle de 1 à 5, les interventions internationales en cas d'urgence sont coordonnées promptement avec celles des autres ministères fédéraux.	4	2017-04-01	4	4	4

Ressources financières budgétaires (en dollars)

Budget principal des dépenses 2016-2017	Dépenses prévues 2016-2017	Autorisations totales 2016-2017	Dépenses réelles 2016-2017	Écart 2016-2017
52 012 000	53 761 744	53 733 700	48 746 982	-5 014 762

Ressources humaines (ETP)

Prévues 2016-2017	Réelles 2016-2017	Écart 2016-2017
433	420	-13

Résultat stratégique 3 : Aide internationale et réduction de la pauvreté – La pauvreté est réduite et la sécurité internationale et la démocratie sont accrues pour les gens vivant dans des pays où le Canada intervient.

Programme 3.1 : Sécurité internationale et développement démocratique

Description : Ce programme contribue à accroître la sécurité et la stabilité internationales en rehaussant la capacité des gouvernements étrangers, de la société civile et des organisations internationales à gérer les défis liés à la paix et à la sécurité internationales et à jeter les bases de stabilité et de démocratie nécessaires à la paix, au développement durable et à la réduction de la pauvreté.

Résultats

Bâtir un monde plus pacifique, plus sûr et plus inclusif

En 2016-2017, Affaires mondiales Canada a travaillé avec de nombreux partenaires, y compris des alliés et des organisations multilatérales clés comme l'ONU, l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord et la Coalition mondiale de lutte contre Daech, afin de réduire les menaces liées à un contexte changeant sur le plan de la sécurité, y compris la fragilité des États, la criminalité internationale et le terrorisme, l'extrémisme violent, les menaces dans l'espace et les cybermenaces, de même que la prolifération des armes, dont les armes de destruction massive.

En 2016, Affaires mondiales Canada a dirigé l'élaboration d'un cadre pour orienter l'engagement renouvelé du Canada dans les opérations de paix de l'ONU, ce qui a permis de renforcer le soutien fourni pour les opérations multilatérales de maintien de la paix, les travaux de médiation, la prévention des conflits, ainsi que pour les efforts de reconstruction et de redressement rapide. Les quotes-parts du Canada aux opérations de maintien de la paix de l'ONU se sont chiffrées à 260 millions de dollars en 2016-2017, ce qui fait du Canada le neuvième bailleur de fonds en importance. Avec l'aide du Canada, les opérations de maintien de la paix de l'ONU ont aidé les populations civiles faisant face à des risques imminents dans des régions comme le Mali, le Soudan du Sud, la République centrafricaine et la République démocratique du Congo.

Outre le travail accompli avec l'ONU et l'Union africaine, au cours de la dernière année, le Canada a poursuivi sa collaboration avec l'Union européenne et l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) afin de prendre une série de mesures visant à appuyer la souveraineté, la sécurité et la stabilité de l'Ukraine. Le Ministère a soutenu la prévention des conflits et les efforts de redressement rapide en fournissant du personnel et en allouant des fonds à la Mission spéciale d'observation de l'OSCE, en plus des autres projets bilatéraux et multilatéraux d'aide au développement. Affaires mondiales Canada a également travaillé en étroite collaboration avec la Défense nationale au renouvellement de l'opération Unifier, la mission des Forces armées canadiennes visant à entraîner et à soutenir les forces armées ukrainiennes.

Le rôle du Canada en tant qu'artisan de la paix a été une fois de plus démontré par le lancement, en août 2016, du Programme pour la stabilisation et les opérations de paix (PSOPs). Ce programme servira de point d'ancrage pour la coordination et les interventions pangouvernementales du Canada lors de conflits violents, de crises et de catastrophes naturelles à l'étranger, en mettant l'accent sur les efforts de stabilisation. Le PSOPs permet de promouvoir le rôle de chef de file du Canada en ce qui a trait aux opérations de maintien de la paix, ainsi qu'aux enjeux importants comme la protection des civils, l'autonomisation des femmes sur le plan de la paix et de la sécurité, la justice transitionnelle, le pluralisme pacifique, le respect de la diversité et les droits de la personne. En 2016-2017, par l'intermédiaire du PSOPs, Affaires mondiales Canada a distribué plus de 200 millions de dollars en subventions et en contributions pour 140 projets répartis dans 27 pays, dont :

- Syrie — un apport de 16,7 millions de dollars a servi à aider les conseils municipaux à faire fonctionner les écoles, à administrer les services de base et à résister à l'envahissement des groupes armés. Cette somme a également servi à appuyer les efforts visant à enquêter sur les violations du droit international pénal et humanitaire;
- Irak — un apport de 7,5 millions de dollars a contribué au retrait d'appareils explosifs improvisés, à la prestation de services essentiels ainsi qu'à la promotion de la réconciliation et à la prévention des conflits dans les zones libérées, auquel est venue s'ajouter une somme de 7 millions de dollars; cela a facilité le retour de 1,3 million d'Irakiens;
- Ukraine — un apport de 1,6 million de dollars a servi à atténuer les risques posés à la population civile par les mines terrestres et les engins qui n'ont pas encore explosé, et un apport de 1,5 million de dollars a servi pour aider à améliorer le système de formation policière et d'académie de police;

- Afghanistan — un apport de 110 millions de dollars a aidé à renforcer les capacités des forces armées afghanes et à appuyer les opérations visant à contrer la menace que représentent les groupes armés actifs dans le pays;
- Mali — un apport de près de 1 million de dollars a été accordé afin d'accroître les capacités de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali en vue de la mise en place de programmes de stabilisation et de consolidation de la paix d'une manière qui tient compte des conflits;
- Burundi — un apport de 2 millions de dollars a permis au Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme de soutenir les opérations sur le terrain en réponse à une grave détérioration de la stabilité.

De plus, le PSOPs a permis l'octroi de plus de 9 millions de dollars en initiatives visant à promouvoir l'inclusion et le respect des droits de la personne, de la diversité et de la liberté de religion et de croyance dans les pays et les régions touchés ou qui risquent d'être touchés par des conflits, comme l'Irak, le Mali, la Syrie et l'Ukraine. Le Canada prêche par l'exemple puisqu'il a encouragé la participation des femmes dans les domaines de la paix et de la sécurité par l'intermédiaire du PSOPs, 13 % des projets du programme étant axés sur les femmes, la paix et la sécurité. Le Ministère a également coparrainé le lancement du réseau des centres nationaux de liaison sur les femmes, la paix et la sécurité, dans le cadre de la nouvelle structure visant à orienter l'engagement renouvelé du Canada dans les opérations de maintien de la paix de l'ONU.

Renforcement des capacités

Dans le cadre de l'Arrangement sur la police civile au Canada, le Canada a déployé, en moyenne, une centaine de policiers (dont 18 % de femmes), alors qu'Affaires mondiales Canada a déployé 12 experts civils du gouvernement du Canada (dont 50 % de femmes) pour aider à renforcer les capacités des gouvernements locaux dans les domaines de la justice transitionnelle, des processus de justice criminelle et de la réforme du système correctionnel. Par exemple, en Haïti, les experts canadiens ont appuyé les travaux de la Mission des Nations Unies pour la stabilisation afin d'améliorer les conditions de sécurité et de soutenir les efforts visant à renforcer et à professionnaliser les capacités de la Police

Stratégie pour le Moyen-Orient

Dans le cadre de sa stratégie pangouvernementale pour le Moyen-Orient, le Canada a élargi sa représentation diplomatique avec l'ouverture de deux nouvelles missions en Irak et par la création de 26 nouveaux postes dans des missions diplomatiques à l'étranger pour couvrir l'Irak, la Syrie, la Jordanie et le Liban. Cela a permis au Canada d'accroître sa représentation locale, de renforcer ses relations dans la région et de fournir de l'information, des analyses et des conseils de grande qualité pour faciliter la prise de décisions.

nationale haïtienne. Lors du processus électoral national, au cours duquel s'est produit un accroissement des tensions dans le pays, le Canada a déployé rapidement, de façon temporaire, 13 policiers supplémentaires. Des policiers canadiens ont également été déployés en Ukraine, en Cisjordanie, en Colombie, en Irak, aux Philippines et au Cambodge pour offrir des services de formation, de mentorat, de conseils et d'enquête.

Affaires mondiales Canada a également poursuivi le renforcement de la capacité des

gouvernements étrangers, de la société civile et des organisations internationales à relever les défis posés à la paix et à la sécurité internationales, comme l'extrémisme violent, les combattants terroristes étrangers et les formes illicites de trafic. Par exemple, le Ministère joue un rôle de premier plan au sein du Forum mondial de lutte contre le terrorisme qui a contribué à l'élaboration du protocole d'entente de Marrakech-La Haye, qui fournit des stratégies d'orientation pour aider les pays à réagir face au phénomène des combattants terroristes étrangers. De plus, la programmation pour contrer la criminalité dans les pays du Triangle du Nord (Guatemala, Honduras et Salvador) a appuyé les activités

de formation du personnel chargé de l'application de la loi et a contribué aux saisies de drogues illicites et d'autres ressources criminelles. Les préoccupations relatives à l'égalité des genres et aux droits de la personne ont été intégrées de façon systématique aux différents programmes d'aide au renforcement des capacités. En 2016-2017, environ 20 % des projets mis en œuvre au Moyen-Orient et dans la région de l'Afrique du Nord ont servi à soutenir les initiatives communautaires visant principalement la participation des femmes.

Pour contribuer à rendre la planète plus sûre, le Canada a entrepris toute une série d'initiatives visant à améliorer la capacité des gouvernements étrangers et des organisations internationales à enrayer la prolifération des armes, y compris les armes de destruction massive. Parmi ces initiatives, mentionnons les suivantes :

- fournir de l'aide financière à l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques pour qu'elle puisse enquêter sur l'utilisation d'armes chimiques mortelles en Syrie, et pour retirer et détruire les stocks restants d'armes chimiques en Libye;
- soutenir les efforts de surveillance et de vérification déployés par l'Agence internationale de l'énergie atomique pour s'assurer que l'Iran respecte ses engagements en matière de non-prolifération nucléaire;
- renforcer les capacités d'intervention ou de réponse de la Jordanie et de l'Irak en cas d'incident chimique, biologique, radiologique et nucléaire (CBRN), comme la détection de la contrebande de matériel CBRN illicite et la gestion des conséquences liées à des incidents CBRN.

Résultats atteints

Résultats attendus	Indicateurs de rendement	Cibles	Date d'atteinte de la cible	Résultats réels 2016-2017	Résultats réels 2015-2016	Résultats réels 2014-2015
Diminution des menaces pour la population canadienne, les populations touchées dans les pays où le Canada mène des activités et, sur la scène internationale, diminution des menaces découlant de l'instabilité, de la fragilité des États, du crime international,	# d'incidents interceptés ou interrompus par un intermédiaire au cours de la dernière année dans les pays où Affaires mondiales Canada mène des activités.	Obtenir les données de référence ⁸	2017-04-01	251	L'indicateur a changé.	
	#/total de pays ciblés, où le Programme pour la stabilisation et les opérations de paix est actif, qui ont vu une amélioration de leur rang selon des indices connexes et	Obtenir les données de référence	2017-04-01	8/26 ⁹	L'indicateur a changé.	

⁸ - Obtenir des données de référence : signifie que des efforts ont lieu pour améliorer les chances d'obtenir ce résultat prévu et cet indicateur de rendement avant la définition des cibles.

⁹ - Ce résultat est tiré des chiffres de l'Indice des États fragiles et de l'Indice mondial de la paix. Les données à jour de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime et de l'Indice de gouvernance mondiale n'étaient pas accessibles au moment de la publication du présent document.

du terrorisme, des armes de destruction massive et/ou des produits chimiques, biologiques, radiologiques, nucléaires et explosifs.	pertinents (Indice des États fragiles, Indice mondial de la paix, Indice de l'ONU contre la drogue et le crime et Indice de gouvernance mondiale).				
Une liberté, une dignité humaine et une autonomisation accrues pour tous, en particulier pour les femmes, les pauvres, les groupes marginalisés et ceux à risque, et ce, à la suite de l'engagement du Canada.	#/total de pays dans lesquels Affaires mondiales Canada mène des activités visant à faire avancer les programmes de soutien à la démocratie qui ont connu une amélioration de leur pointage pour le sous-indice « voix et l'imputabilité » des indicateurs de gouvernance mondiaux.	Obtenir les données de référence	2017-04-01	6/20 ¹⁰	L'indicateur a changé.

Ressources financières budgétaires (en dollars)

Budget principal des dépenses 2016-2017	Dépenses prévues 2016-2017	Autorisations totales 2016-2017	Dépenses réelles 2016-2017	Écart 2016-2017
237 453 939	237 901 526	488 353 932	465 232 381	227 330 855

Ressources humaines (ETP)

Prévues 2016-2017	Réelles 2016-2017	Écart 2016-2017
156	158	2

Programme 3.2 : Développement international

Description : Le développement international du Canada contribue à la réduction de la pauvreté grâce à une aide à long terme dans les pays en développement et le soutien des populations dans les états fragiles ou en conflits. Les thèmes des programmes prioritaires tirent profit de l'expertise que le Canada possède, y compris en ce qui a trait à l'égalité des genres, la croissance économique durable, à la sécurité alimentaire, à l'éducation, et à la santé et la nutrition des mères, des nouveau-nés, des enfants et des adolescents.

Résultats

Cette année, le Ministère a appuyé les régions et les pays partenaires du Canada en matière de développement en fonction de leurs besoins et de leur capacité à tirer parti de l'aide fournie, tout en tenant compte des priorités du Canada. Dans un contexte où la nouvelle politique en matière de

¹⁰ - Les indices de la Freedom House, en ce qui concerne la liberté de la presse et la liberté dans le monde, ont été retenus comme variables pour le sous-indice « voix et imputabilité » des indicateurs de gouvernance mondiale (IGM), car les données courantes n'étaient pas accessibles au moment de la publication du présent document. Chaque indice contribue directement à la méthodologie des IGM dans son ensemble. Une partie du nombre total de pays a été retenue pour effectuer le calcul, selon les 20 pays qui déboursent le plus d'argent pour appuyer les programmes visant à faire progresser la démocratie.

développement international du Canada était en cours de rédaction, AMC a tout de même tenté de recentrer l'aide internationale du Canada sur les plus pauvres et les plus vulnérables ainsi que sur la priorité en matière d'égalité des genres. C'est pour cette raison qu'en mars 2017, AMC a fait une annonce de financement pour combler les lacunes persistantes au chapitre de la santé et des droits sexuels et reproductifs des femmes et des filles. Dans ce but, le Canada facilitera un meilleur accès à une gamme complète de services de santé, englobant notamment la planification familiale et les moyens de contraception modernes, une éducation sexuelle complète, un service d'avortement sécuritaire et légal, des soins post-avortement, ainsi que la prévention et le traitement du VIH/sida et des infections transmises sexuellement. Pour appuyer ces objectifs, le Canada investira 650 millions de dollars sur trois ans, et les programmes seront exécutés par des partenaires d'expérience du Canada, les pays en développement bénéficiaires (ce qui comprend les partenaires locaux et les gouvernements), et des organismes d'envergure mondiale.

Conformément aux conclusions de l'examen de l'aide internationale, en juin 2017, le Ministère a annoncé sa Politique d'aide internationale féministe, qui recentrera ses efforts au chapitre de l'aide internationale afin de couvrir six nouveaux champs d'action : l'égalité des genres et le renforcement du pouvoir des femmes et des filles; la dignité humaine; la croissance au service de tous; l'environnement et l'action sur le climat; la gouvernance inclusive; la paix et la sécurité. Cependant, le rapport descriptif présenté ci-dessous est fondé sur les priorités de 2016-2017. Plus de détails sur la nouvelle politique ainsi que ses impacts seront présentés l'année prochaine.

L'égalité des genres

Au cours de l'année 2016-2017, le Canada a intensifié ses efforts pour mettre l'égalité des genres et le renforcement du pouvoir des femmes et des filles au cœur de l'aide internationale canadienne.

Sur le plan de l'égalité des genres, le Canada a donné son appui au partenariat « Ensemble pour les filles ». Dans le cadre de cette initiative, en décembre 2016, le gouvernement de la Tanzanie a dévoilé son plan d'action national phare visant à mettre un terme à la violence envers les femmes et les enfants. Avec le soutien fourni par le Canada, le partenariat « Ensemble pour les filles » établi en Tanzanie a permis, entre février 2016 et janvier 2017, de dénoncer plus facilement 52 cas de violence, d'abus, de négligence et d'exploitation au moyen de la ligne d'assistance nationale pour les enfants.

Le gouvernement du Canada a aussi collaboré avec CARE Canada à un projet d'une valeur de 3 millions de dollars afin de prévenir les mariages d'enfants ou les mariages précoces ou forcés au Mali et au Bénin. Il s'en est suivi de nombreux changements de comportement positifs en ce qui concerne certaines normes socioculturelles associées à ces mariages dans huit communautés ethnoculturelles du Bénin. Dorénavant, moins d'ânés de la collectivité encouragent la pratique du mariage d'enfants et du mariage précoce ou forcé. Le pourcentage d'autorités traditionnelles, de représentants locaux élus et de conseillers religieux qui défendaient cette pratique a baissé de 41,7 % à 15,5 %.

En Bolivie, le Canada et les Pays-Bas ont contribué aux efforts visant la diminution de la violence fondée sur le genre ainsi que le soutien des droits sexuels et reproductifs des femmes et des filles. Ces deux pays ont aussi encouragé les droits des femmes et des filles à la participation économique et politique. Le soutien canadien a également facilité l'adoption de deux lois. La Loi 348 vise à éliminer la violence

Soutenir l'entrepreneuriat des femmes

En Éthiopie, le Canada a contribué au Programme d'entrepreneuriat féminin par l'intermédiaire de la Banque mondiale, programme ayant servi à former les employés de 12 institutions de micro-crédit afin d'offrir des services à des microentreprises et à de petites entreprises dirigées par des femmes. Ainsi, 12 entreprises ont accordé des prêts à près de 3 000 femmes entrepreneures, qui ont fait état d'une augmentation de plus de 35 % de leurs bénéficiaires et d'une augmentation de 18 % de leurs effectifs.

envers les femmes et une autre loi sur l'identité sexuelle permet aux personnes transgenres de modifier leurs pièces d'identité émises par le gouvernement. Depuis le début du projet en 2010, 12 878 femmes ont accédé à des services de consultation en santé sexuelle et reproductive. De plus, 719 femmes ont assumé un rôle de leader politique et 3 291 femmes ont augmenté leurs revenus.

Programmation en matière de santé

Les programmes de santé mis en œuvre par le Canada ont été axés sur la prestation de toute une gamme de services liés à la santé sexuelle et génésique ainsi qu'à la santé et à l'alimentation des mères, des nouveau-nés, des adolescents et des enfants, à l'intention des populations les plus pauvres et les plus vulnérables. Par exemple, en 2016-2017, le Canada a rejoint 1,69 million de femmes en âge de procréer au Bangladesh, en Éthiopie et en Indonésie, ainsi que 200 000 adolescentes en Inde, pour leur distribuer des suppléments de fer et d'acide folique afin de réduire les taux d'anémie et d'améliorer les chances de donner naissance à un bébé en santé. Le Canada a soutenu les efforts liés à l'éradication de la poliomyélite dans le cadre de l'Initiative mondiale pour l'éradication de la poliomyélite, qui a entraîné une diminution du nombre de nouveaux cas de poliomyélite et l'atteinte d'un niveau historiquement bas : on est passé de 350 000 cas à seulement 37 cas dans plus de 100 pays. Il s'agit d'une baisse de plus de 99 % du nombre de cas à partir du moment où les efforts liés à l'éradication de la poliomyélite ont commencé. Affaires Mondiales Canada a également encouragé les organisations qui étaient aptes à offrir plus de soutien en matière de santé sexuelle et reproductive à élargir la gamme de services qu'elles offrent aux femmes et aux filles.

Soutenir la santé des femmes

En Bolivie, l'appui canadien aux droits sexuels et reproductifs des femmes et des filles a permis à 12 878 femmes d'avoir accès à des services de counselling sur la santé sexuelle et génésique pendant la durée du projet (2010-2017).

Croissance économique durable

En 2016-2017, le Canada a favorisé une croissance économique durable par l'intermédiaire de projets visant à soutenir les microentreprises, les petites et moyennes entreprises ainsi que les agriculteurs, et il a encouragé une gouvernance économique saine. Le Canada a également contribué aux programmes de la Banque mondiale et à ceux de la Banque asiatique de développement, qui ont permis d'aider les petits exploitants agricoles et les entrepreneurs à obtenir des capitaux. Au Népal, l'accès au crédit des femmes était limité. L'accès à la microfinance permet aux femmes d'initier ou d'étendre leur activités de production et d'obtenir une rémunération soit par le biais d'une microentreprise ou d'activités agricoles. Le Fonds asiatique de développement au Népal, en collaboration avec le Canada, a aidé la Banque de développement des petits exploitants agricoles, dont 75% des membres étaient des femmes, à mettre en œuvre les réformes nécessaires. En conséquence, depuis 2016, environ 143 000 ménages des zones rurales situées dans les collines et les montagnes environnantes du pays ont reçu des services supplémentaires de micro-crédit, soit près de cinq fois plus que l'objectif initial de 30 000 ménages, et 63% des nouveaux emprunteurs étaient des femmes.

Le Canada visait également, par son soutien, à améliorer les connaissances et les compétences des travailleurs et des entrepreneurs. Au Burkina Faso, avec l'appui du Ministère, Plan Canada a établi un partenariat avec le gouvernement, le secteur privé et les organisations non gouvernementales pour permettre aux filles et aux garçons âgés de 13 à 18 ans d'acquérir des compétences qui correspondent aux besoins du marché du travail local. Au total, depuis 2011, 8 265 jeunes, dont 3 517 filles, se sont inscrits dans des centres d'éducation de base non formelle et dans des centres de formation professionnelle, avec l'appui de Plan Canada. Parmi ces jeunes, 931 (y compris 239 filles) ont réussi à se trouver un emploi.

Éducation et formation continue

Le soutien apporté par Affaires mondiales Canada a également aidé les enfants, les jeunes et les adultes à avoir accès à des services de formation et d'éducation de qualité permettant d'établir le fondement de l'apprentissage permanent. L'an dernier, le Canada a appuyé le ministère de l'Éducation en Jordanie et l'UNICEF par l'intermédiaire de l'Initiative d'amélioration de l'accès à l'éducation formelle. La contribution du Canada a permis de fournir à 125 000 étudiants syriens, dont plus de la moitié sont des filles, l'accès à une éducation formelle dans des communautés d'accueil et des camps de réfugiés. Grâce à sa contribution à WinS pour les filles, un programme dirigé par l'UNICEF et l'Initiative des Nations Unies pour l'éducation des filles, le Canada a aidé à accroître le nombre de filles passant de l'école primaire à l'école secondaire en répondant à leurs besoins en matière d'eau, d'assainissement et d'hygiène menstruelle. Au Pérou, par le biais de l'UNICEF, le Canada a contribué à un accès accru à l'éducation et à une meilleure qualité de l'éducation pour plus de 500 000 élèves de niveau primaire vivant en milieu rural, y compris des enfants autochtones, et ce, par l'amélioration de la formation offerte aux enseignants et du matériel didactique de langue autochtone et de langue espagnole. En Afghanistan, le Canada a investi dans un programme communautaire d'éducation, l'une des meilleures stratégies à adopter pour améliorer l'accès à l'éducation dans les régions éloignées du pays. Le Canada a aussi appuyé la formation des enseignants, particulièrement les femmes. Le Programme communautaire d'éducation pour les filles qui a été mis sur pied par BRAC, une organisation non gouvernementale du Bangladesh, et qui a pris fin en 2016, a permis d'implanter plus de 4 000 écoles en milieu communautaire et d'inscrire un total de 122 979 élèves afghans (dont 83 % de filles).

Développement agricole durable et sécurité alimentaire

Le Canada a centré ses efforts sur le développement agricole durable, sur l'aide alimentaire et la nutrition, et sur l'innovation en agriculture, afin de soutenir les populations en situation d'insécurité alimentaire. Comme la dégradation de l'environnement affecte de plus en plus les économies, la sécurité et le bien-être des personnes, et plus particulièrement les populations les plus pauvres et les plus vulnérables des pays en développement, assurer la durabilité de l'environnement, y compris l'accès à l'eau potable, et s'attaquer aux changements climatiques font partie des objectifs principaux que s'est fixés le Canada.

Entre 2012 et 2016, Affaires mondiales Canada a soutenu le Programme de gestion durable des terres, ce qui a contribué à réhabiliter 68 175 hectares de terres en Éthiopie grâce au recours à des pratiques de gestion durable des terres par 43 839 ménages (dont 9,926 étaient des ménages régis par des femmes). Cela a permis d'augmenter la production agricole et d'améliorer la capacité de résilience des collectivités vulnérables, en particulier les femmes, face aux effets des changements climatiques. En outre, la construction de systèmes d'approvisionnement en eau potable a réduit le temps passé par les femmes à aller chercher de l'eau.

Fonds international de développement agricole (FIDA)

Grâce à l'appui du Canada et d'autres donateurs, le FIDA a pu rejoindre plus de 112 millions de personnes dans les zones rurales, dont la moitié étaient des femmes. Le travail du FIDA sur le financement rural inclusif a contribué à un meilleur accès aux services financiers en région rurale pour plus de 22,2 millions de personnes. De plus, le FIDA a fourni de la formation sur les pratiques et les techniques de production agricole à 2 millions de personnes dans le but d'améliorer leur productivité agricole.

En 2016-2017, grâce au Programme alimentaire mondial, le Canada a fourni de la formation sur la résilience aux changements climatiques à plus de 6 000 familles au Guatemala. En conséquence, 80 % des communautés ciblées ont réussi à améliorer leurs installations (p. ex. en utilisant de meilleurs systèmes d'irrigation et d'approvisionnement en eau et de meilleures techniques d'agroforesterie et de conservation des sols), ce qui leur permet d'améliorer leur capacité de résilience face aux changements

climatiques et aux catastrophes qui en découlent. De plus, 30 235 bénéficiaires à Zacapa et à El Progreso (51 % de femmes) ont reçu une aide alimentaire, alors que la capacité de résilience de leurs collectivités respectives a été rehaussée, y compris l'amélioration des techniques de conservation des sols et de l'eau.

En matière de durabilité de l'environnement, le Canada continue d'apporter son soutien à l'Accord de Paris et travaille sans relâche avec ses partenaires étrangers en vue de respecter sa promesse de consacrer 2,65 milliards de dollars au financement de la lutte contre les changements climatiques afin de soutenir la transition des pays en développement vers des économies résilientes et à faibles émissions de carbone. La contribution du Canada sera investie dans des secteurs tels que les technologies propres et les énergies renouvelables, l'agriculture intelligente face au climat, la gestion durable des forêts et de l'eau, et la résilience face aux risques climatiques.

Grâce au soutien du Canada, le Fonds pour les pays les moins avancés a augmenté la capacité d'adaptation face aux changements climatiques du secteur agricole du Mali par le renforcement des capacités des populations vulnérables à s'adapter aux effets des changements climatiques sur la production agricole et la sécurité alimentaire. Ce projet a permis d'aider 681 agriculteurs dans 113 villages en vue de la mise en place de technologies et de techniques d'adaptation, ce qui a donné lieu à une augmentation de 83,5 % du rendement des récoltes et de 54 % de l'adoption de nouvelles pratiques et de nouvelles technologies dans la région.

L'an dernier, le Ministère a travaillé en collaboration avec les organismes de la société civile canadienne et ses partenaires pour trouver des façons novatrices de relever les défis liés au développement et d'appuyer la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030. Dans le cadre du Fonds canadien de recherche sur la sécurité alimentaire internationale, la collaboration entre l'Université McGill et la Universidad Nacional de Colombia s'est traduite par la mise au point de trois nouvelles variétés indigènes de pommes de terre nutritives et résistantes aux maladies dans la province de Nariño, qui se classe au deuxième rang des régions de la Colombie sur le plan de l'insécurité alimentaire. Les conclusions de cette recherche, financée conjointement par Affaires mondiales Canada et le Centre de recherches pour le développement international, ont permis d'accroître de 18 % le revenu des agriculteurs vulnérables, et des semences certifiées sont maintenant utilisées dans le reste de la Colombie.

Bonne gouvernance

Affaires mondiales Canada a également apporté son soutien aux programmes de gouvernance. Par exemple, pour la période 2013-2016, le Canada a apporté son soutien à la Fondation internationale pour les systèmes électoraux visant à renforcer la Commission électorale du Pakistan, avec la formation de plus de 1 800 employés permanents. Cela a permis à la Commission de former plus de 450 000 travailleurs pour les bureaux de scrutin, d'ajouter environ 1,2 million de nouvelles personnes sur les listes électorales et d'inscrire près de 5 900 personnes handicapées (dont plus de 2 800 femmes) afin qu'elles puissent voter.

Le Ministère a accru la participation des femmes, des hommes et des jeunes canadiens au développement international, notamment dans le cadre de la Semaine du développement international ayant lieu en février, une occasion clé permettant aux conseils provinciaux et régionaux sur la coopération internationale et à d'autres partenaires d'échanger des connaissances. Dans le cadre de cet engagement, le ministre du Développement international a rencontré des étudiants de l'École de

Renforcement du pouvoir socioéconomique des femmes

Le projet Promotion de la cohésion sociale par l'entremise de l'appui communautaire, soutenu par le Canada, a permis à 700 femmes irakiennes issues de diverses origines culturelles d'en apprendre davantage sur leurs droits et de participer aux processus de prise de décision au sein de leurs collectivités.

développement international et mondialisation de l'Université d'Ottawa pour discuter de sujets incluant l'émancipation des femmes dans les contextes de conflit et d'après-conflit, l'adaptation au changement climatique et les conventions sur les droits de la personne pour protéger les groupes vulnérables. La semaine a donné aux Canadiens des occasions d'appuyer le travail de développement à l'étranger et de tisser des liens à titre de citoyens du monde. Dans le cadre du Programme de coopération volontaire, 1 445 bénévoles canadiens (835 femmes et 610 hommes) ont été déployés dans 42 pays par l'intermédiaire de 15 organisations partenaires responsables de l'envoi de bénévoles canadiens. Les initiatives pour les jeunes, comme le Programme de stages internationaux pour les jeunes et les Stages internationaux pour les jeunes Autochtones, ont permis d'offrir des stages à 362 personnes (272 femmes et 90 hommes), ce qui a contribué à réduire la pauvreté dans 37 pays en développement par le biais de 22 organismes canadiens.

Résultats atteints

Résultats attendus	Indicateurs de rendement	Cibles	Date d'atteinte de la cible	Résultats réels 2016-2017	Résultats réels 2015-2016	Résultats réels 2014-2015
Plus grande prospérité économique durable des personnes démunies, surtout les femmes et les jeunes, dans les pays où Affaires mondiales Canada mène des programmes de croissance économique durable.	#/total de pays où Affaires mondiales Canada mène des programmes de développement économique durable et qui connaissent une diminution du taux de chômage (% de la main-d'œuvre totale selon les estimations de l'Organisation internationale du travail).	43 %	2017-04-01	19/44 pays ou 43 % ¹¹		L'indicateur a changé.
Plus grand bien-être et plus grande autonomisation des enfants et des jeunes dans les pays où Affaires mondiales Canada mène des programmes pour les jeunes et les enfants.	#/total de pays où Affaires mondiales Canada mène des programmes de santé pour les mères, les nouveau-nés et les enfants et où le taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans (décès par 1 000 naissances vivantes) a diminué ou n'a pas changé de manière significative.	98 %	2017-04-01	41/42 pays ou 98 % ¹²		L'indicateur a changé.
Sécurité alimentaire accrue des populations souffrant d'insécurité alimentaire dans les pays où Affaires	#/total de pays où Affaires mondiales Canada mène des programmes de sécurité alimentaire où le nombre de personnes mal nourries a	64 %	2017-04-01	25/39 pays ou 64 % ¹³		L'indicateur a changé.

¹¹ - Source : World Bank Global Monitoring Report 2015-2016, pages 264 et 265, (données sur la prospérité partagée) avec des estimations par pays fondées sur les plus récentes enquêtes disponibles entre 2003 et 2014, <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/22547;jsessionid=3E2E44278FE100AA58B1BCDF7AA2DDDA> (en anglais).

¹² - Source : Groupe inter-agence pour l'estimation de la mortalité infantile de l'Organisation des Nations Unies, « 2015 Levels and Trends in Child Mortality » (rapport conjoint de l'OMS, de l'UNICEF et de la Banque mondiale), http://www.childmortality.org/files_v20/download/IGME%20report%202015%20child%20mortality%20final.pdf (en anglais).

¹³ - Source : 2013-2015 FAO, « The State of Food Insecurity in the World », 2015, <http://www.fao.org/3/a4ef2d16-70a7-460a-a9ac-2a65a533269a/i4646e.pdf> (en anglais).

mondiales Canada mène des programmes de sécurité alimentaire.	diminué ou n'a pas changé de manière significative.				
---	---	--	--	--	--

Ressources financières budgétaires (en dollars)

Budget principal des dépenses 2016-2017	Dépenses prévues 2016-2017	Autorisations totales 2016-2017	Dépenses réelles 2016-2017	Écart 2016-2017
2 332 030 755	2 335 188 938	2 655 864 109	2 553 957 625	218 768 687

Ressources humaines (ETP)

Prévues 2016-2017	Réelles 2016-2017	Écart 2016-2017
882	848	-34

Programme 3.3 : Assistance humanitaire internationale

Description : Grâce à ce programme, Affaires mondiales Canada réduit la vulnérabilité des personnes en situations de crise, par exemple lors des conflits armés, des situations d'insécurité alimentaire aiguë et des catastrophes naturelles, en fournissant en temps opportun un financement adéquat pour la nourriture, l'eau, les abris, la protection et la santé notamment en matière de santé sexuelle et reproductive. Il procure aussi un soutien institutionnel à long terme à des partenaires clés pour améliorer la rapidité de leurs réactions ainsi que la flexibilité de leurs réponses en période de crise.

Résultats

Cette année, le Canada a continué de centrer son aide humanitaire internationale sur les éléments suivants : sauver des vies, alléger la souffrance et préserver la dignité des personnes qui sont touchées par des conflits ou des catastrophes naturelles, surtout pour les populations les plus vulnérables, incluant les femmes et les filles. Affaires mondiales Canada apporte son aide en étroite collaboration avec les autres ministères et par le biais de partenaires internationaux expérimentés, tels que le Programme alimentaire mondial des Nations Unies, le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, UNICEF, le Fonds des Nations Unies pour la population, le Comité international de la Croix-Rouge et différentes organisations non gouvernementales.

Au cours de l'année écoulée, les besoins humanitaires résultant de catastrophes naturelles, d'insécurité alimentaire aiguë, d'urgences sanitaires et de conflits armés ont encore une fois atteint des niveaux sans précédent, principalement en raison de l'intensification des conflits dans plusieurs parties du monde. Plus de 141 millions de personnes ont un besoin immédiat d'aide humanitaire, parmi lesquelles 65 millions sont déplacées en raison d'un conflit, de la violence ou de persécutions. L'insécurité alimentaire mondiale atteint également des niveaux records : il est estimé qu'environ 70 millions de personnes dans 45 pays nécessitent une assistance alimentaire urgente, dont la majorité sont des femmes et des enfants.

En 2016-2017, Affaires mondiales Canada a contribué à l'acheminement rapide d'une assistance alimentaire d'urgence (ainsi qu'une assistance nutritive) à 82,2 millions de personnes dans 82 pays. De plus, grâce à l'aide humanitaire canadienne, 12,9 millions de réfugiés et 48 millions de personnes déplacées dans leur pays ont reçu aide et protection. Par exemple, Affaires mondiales Canada a fourni 119,25 millions de dollars pour répondre à de graves crises alimentaires qui ont touché plus de 20 millions de personnes dans le nord-est du Nigéria, en Somalie, au Soudan du Sud et au Yémen. Une partie importante de l'assistance humanitaire fournie par Affaires mondiales Canada a directement

contrée la violence sexuelle et basée sur le genre. Par exemple, avec l'aide du Canada, le Fonds des Nations Unies pour la population a mis sur pied un centre de traitement spécialisé des femmes et des filles libérées de Daech, y compris les yézidiés, à l'hôpital de Dohuk. Les centres appuyés par ce Fonds ont pu offrir des services à plus de 2,300 survivantes de violence sexuelles. Le Ministère a également apporté de l'aide pour répondre à un certain nombre de crises moins importantes, notamment à la clinique mobile de la Croix-Rouge canadienne pour traiter plus de 3 500 patients après le passage de l'ouragan Matthew en Haïti, et à Oxfam-Québec, à Oxfam Canada, à CARE Canada et à Plan International Canada en vue de fournir de l'eau potable, des articles pour s'abriter et des contributions en espèces à 38 000 personnes au Bangladesh, en Inde, au Myanmar et en Ouganda.

Au Sommet mondial sur l'action humanitaire de mai 2016, le Canada a fermement appuyé l'initiative de grand marchandage, pour laquelle 52 organismes d'aide et grands donateurs ont signé 51 engagements visant à rendre le financement de l'action humanitaire plus efficient et plus efficace. Ensemble, le Sommet mondial sur l'action humanitaire et l'initiative de grand marchandage comportent des engagements à mieux relier les programmes humanitaires et les programmes de développement, à se concentrer davantage sur l'égalité des genres lors de situations d'urgence pour mieux contrer la violence sexuelle et basée sur le genre, et à fournir un financement pluriannuel plus souple afin de permettre aux partenaires du Canada de mieux planifier et de mieux gérer les ressources financières.

Le Canada donne suite aux engagements qu'il a pris lors du Sommet mondial sur l'action humanitaire. En 2016-2017, 56 % du financement de l'aide humanitaire du Canada a été octroyé sur plusieurs années, comparativement à 12 % l'année précédente. À titre d'illustration, le Ministère octroie présentement un financement sur plusieurs années en réaction aux crises qui secouent la Syrie et l'Irak (755 millions de dollars en aide humanitaire de 2016-2017 à 2018-2019), ainsi qu'un financement sur plusieurs années pour les crises qui se prolongent en Afrique. De plus, en 2016, le Canada a conclu des ententes de financement pluriannuel avec des partenaires tels que le Programme alimentaire mondial, la Banque canadienne de grains, le Fonds central d'intervention d'urgence et le Bureau de la coordination des affaires humanitaires.

Résultats atteints

Résultat attendu	Indicateur de rendement	Cible	Date d'atteinte de la cible	Résultats réels 2016-2017	Résultats réels 2015-2016	Résultats réels 2014-2015
Réduction de la souffrance, augmentation et maintien de la dignité humaine et des vies sauvées dans les collectivités qui connaissent des crises humanitaires ou dont l'insécurité alimentaire est aiguë, dans les pays où Affaires mondiales Canada mène des programmes humanitaires.	# de personnes ayant bénéficié de l'aide humanitaire et des activités de protection.	Sans objet	Sans objet	96,2 millions	81,6 millions	76,7 millions

Ressources financières budgétaires (en dollars)

Budget principal des dépenses 2016-2017	Dépenses prévues 2016-2017	Autorisations totales 2016-2017	Dépenses réelles 2016-2017	Écart 2016-2017
561 725 322	561 922 614	898 575 988	852 045 849	290 123 235

Ressources humaines (ETP)

Prévues 2016-2017	Réelles 2016-2017	Écart 2016-2017
69	69	0

Résultat stratégique 4 : Réseau du Canada à l'étranger — Le Ministère entretient un réseau de missions offrant une infrastructure et des services qui permettent au gouvernement du Canada d'atteindre ses priorités internationales.

Programme 4.1 : Gouvernance, orientations stratégiques et services communs pour le réseau des missions

Description : Par le biais de ce programme, Affaires mondiales Canada travaille avec 37 ministères partenaires et cooccupants, comme le gouvernement de l'Australie et les provinces du Québec et de l'Ontario, pour assurer une gouvernance stratégique, offrir des services efficaces et d'un bon rapport qualité-coût, et mettre une infrastructure à la disposition de son réseau de 178 missions dans 110 pays.

Résultats

Le Ministère a continué d'appuyer la présence du Canada à l'étranger par la gestion et la fourniture de ressources, d'infrastructures et de services.

La sécurité du personnel, des biens et des renseignements dans les missions à l'étranger est demeurée une priorité. En 2016-2017, le Ministère a réalisé les évaluations de menaces de référence pour toutes les missions à l'étranger, lesquelles sont mises à jour régulièrement selon l'évolution du niveau de la menace. De plus, le Ministère a réalisé 12 projets d'infrastructure immobilière pour améliorer la sécurité dans les missions, y compris des projets importants au Brésil, en Inde et en Tanzanie.

Un nouveau programme de recherche et de développement axé sur le matériel de sécurité physique a été établi en partenariat avec le Laboratoire canadien de recherche sur les explosifs. Toujours en 2016-2017, le système de sécurité électronique de certaines chancelleries a été mis à niveau, et des améliorations de sécurité ont été apportées au moyen de 60 autres mises à niveau, ce qui porte le nombre total de mises à niveau dans les missions à 122.

Avec le soutien de partenaires fédéraux cruciaux, notamment Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada et Services partagés Canada, le Ministère a consolidé ses services de logistique pour les projets qui ont lieu dans les missions, y compris les célébrations du 150^e anniversaire du Canada dans diverses missions et l'ouverture de trois nouvelles missions à l'étranger (Bagdad et Erbil en Iraq, et Cotonou au Bénin).

En 2016-2017, 70 % (3,5 sur 5) des chefs de mission et des gestionnaires de programme dans les missions qui ont été sondés ont indiqué que le Secteur de la plateforme internationale permet au Ministère de concrétiser ses priorités à l'étranger. Par ailleurs, 60 % (3 sur 5) des partenaires et des cooccupants qui ont répondu à un sondage du Ministère ont indiqué que la collaboration entre Affaires mondiales Canada et les partenaires de mission était efficace et que les services communs¹⁴ étaient définis avec clarté, fournis de manière durable et gérés de façon efficace. En vue de ces résultats, le Ministère cherchera à améliorer sa façon de travailler avec les clients et les intervenants en adoptant les pratiques exemplaires et en appliquant les leçons apprises qui seront définies à l'issue d'exams exhaustifs du cadre de services communs.

¹⁴ – Approvisionnement, courrier diplomatique, gestion du matériel, ressources humaines pour les employés recrutés sur place, finances, biens immobiliers, sécurité, gestion de l'information et technologie de l'information.

En mai 2016, Affaires mondiales Canada a lancé son plan d'investissement dans les biens immobiliers, dont l'objectif est d'assurer une gouvernance stratégique des biens immobiliers du Canada à l'étranger, ainsi que le contrôle des prises de décisions qui ont trait à ces biens immobiliers. Le plan de cinq ans désigne 148 projets de biens immobiliers en vue d'assurer la continuité des activités, la sécurité, le respect des exigences en matière de santé et de sécurité, ainsi que d'exploiter des possibilités de réaliser des économies à long terme. Afin d'améliorer le réseau diplomatique du Canada et qu'il en coûte le moins possible aux contribuables, le Ministère a mis en place des stratégies rentables en matière de biens immobiliers, comme la cooccupation de locaux avec des gouvernements aux vues similaires. En 2016-2017, Affaires mondiales Canada a achevé une entente de cooccupation dans les locaux de l'ambassade des Pays-Bas de Cotonou, au Bénin, et a installé des bureaux dans l'ambassade du Royaume-Uni à Lusaka, en Zambie. Par ailleurs, un protocole d'entente a été négocié avec les provinces et les territoires canadiens pour établir une entente de cooccupation générale dans les missions du Canada à l'étranger.

Le Ministère a continué de transformer et de moderniser sa façon de fournir ses services communs aux missions à l'étranger grâce à diverses initiatives — par exemple l'uniformisation des contrats visant l'obtention de services de gardiens de sécurité et l'établissement de prix régionaux fixes pour se procurer des véhicules — qui lui permettent d'améliorer son fonctionnement, de réduire le nombre d'activités transactionnelles et de réaliser des gains d'efficacité.

Le Ministère a renforcé sa collaboration et ses liens avec ses partenaires internationaux dans le but d'améliorer l'efficacité des services de logistique à l'appui du réseau des missions du Canada à l'étranger. Par exemple, Affaires mondiales Canada a accueilli le 16^e congrès international des chefs de service de courrier diplomatique, au cours duquel le Canada a abordé les possibilités et les difficultés dans le domaine de la logistique avec des partenaires cruciaux comme l'Australie, les États-Unis, la France, la Nouvelle-Zélande et le Royaume-Uni.

Résultats atteints

Résultat attendu	Indicateurs de rendement	Cibles	Date d'atteinte de la cible	Résultats réels 2016-2017	Résultats réels 2015-2016	Résultats réels 2014-2015
Une gouvernance, des orientations stratégiques et des services communs efficaces et économiques sont fournis au réseau des missions du Canada à l'étranger.	Mesure dans laquelle, sur une échelle de 1 à 5, Affaires mondiales Canada coopère avec les partenaires des missions pour faire en sorte que les normes de services communs soient clairement établies et que les services communs soient fournis de façon durable.	4	2017-04-01	3	3,7	4,3
	Mesure dans laquelle, sur une échelle de 1 à 5, le Secteur de la plateforme internationale permet au Ministère d'atteindre ses priorités internationales en fournissant une saine gouvernance, des orientations stratégiques et des services communs efficaces et économiques au réseau des missions.	4	2017-04-01	3,5	3,1	3,4

Ressources financières budgétaires (en dollars)

Budget principal des dépenses 2016-2017	Dépenses prévues 2016-2017	Autorisations totales 2016-2017	Dépenses réelles 2016-2017	Écart 2016-2017
667 852 766	764 948 263	822 489 980	702 069 649	-62 878 614

Ressources humaines (ETP)

Prévues 2016-2017	Réelles 2016-2017	Écart 2016-2017
4 151	4 295	144

Programme 4.2 : Gestion des conditions du gouvernement du Canada à l'égard de l'emploi à l'étranger

Description : Par le biais de ce programme, le Ministère et les organismes centraux gèrent et administrent les paiements législatifs aux employés du gouvernement du Canada à l'étranger, soit les employés canadiens et les employés recrutés sur place. Cela comprend les paiements des Directives sur le service extérieur, qui sont les avantages et les indemnités pour les employés canadiens travaillant à l'étranger, de même que les pensions, les prestations d'assurance et la participation aux régimes locaux de sécurité sociale pour les employés recrutés sur place.

Résultats

En 2016-2017, Affaires mondiales Canada a poursuivi sa gestion et son administration efficaces des paiements versés aux employés du gouvernement du Canada à l'étranger, ce qui permet au gouvernement de pouvoir continuer à attirer et à garder en poste des employés qualifiés dans l'optique de faire progresser ses intérêts tout en assurant la gestion saine des fonds publics.

Affaires mondiales Canada a continué de s'investir auprès d'agents négociateurs et d'autres ministères fédéraux par l'intermédiaire du Conseil national mixte de la fonction publique du Canada. Le Ministère a démontré son rôle de chef de file en assurant la présidence et la gestion des structures de gouvernance interministérielles, et en y participant, y compris les réunions du groupe de travail pour l'interprétation des politiques et la consultation sur ce sujet, le Comité interministériel des missions difficiles et le Comité du rajustement compensatoire en matière de logement. En 2016-2017, le Ministère a transmis ses propositions à l'égard de l'examen cyclique des Directives sur le service extérieur, prévu pour 2017-2018. L'évaluation du rôle du Ministère au sein du Conseil national mixte témoigne d'une stabilité par rapport aux résultats de l'année dernière.

La mesure du rendement du programme repose également sur le versement des prestations prévues par les Directives sur le service extérieur dans le respect des normes de service. La proportion des indemnités exigibles versées au personnel canadien à l'étranger selon les normes de service a été de 90 % en 2016-2017, comparativement à 65 % en 2015-2016. Les prestations versées aux employés recrutés sur place ont été exemptes d'erreurs et ont respecté les normes de service établies dans 100 % des cas, comparativement à 96 % en 2015-2016.

Afin d'améliorer la viabilité à long terme du régime de pension, d'assurance et de sécurité sociale des employés recrutés sur place, un examen mondial du programme a été effectué afin de déterminer et de mettre à profit l'efficacité opérationnelle, de normaliser la démarche utilisée pour fournir des avantages aux employés recrutés sur place et d'améliorer la viabilité financière du programme. Le Ministère a complété les étapes initiales de l'examen mondial, et les résultats ont été transmis aux fins d'analyse au

Secrétariat du Conseil du Trésor à titre d'employeur et de parrain du programme d'avantages au nom du gouvernement du Canada.

Résultats atteints

Résultats attendus	Indicateurs de rendement	Cibles	Date d'atteinte de la cible	Résultats réels 2016-2017	Résultats réels 2015-2016	Résultats réels 2014-2015
Le Ministère fait preuve de leadership relativement aux structures de gouvernance interministérielles et au sein du Conseil national mixte en ce qui concerne les DSE.	Mesure dans laquelle, sur une échelle de 1 à 5, le Ministère coordonne et participe aux structures de gouvernance interministérielles sur les DSE et au Conseil national mixte.	4	2017-04-01	4,5	4,5	4
Les avantages décrits dans les DSE et ceux dont bénéficient les ERP sont accordés promptly et avec exactitude, conformément aux conditions établies.	% des paiements exigibles au titre des DSE calculés avec exactitude et versés aux employés canadiens conformément aux normes de service établies ¹⁵ .	80 %	2017-04-01	90 %	65 %	80 %
	% des paiements exigibles calculés avec exactitude et versés aux ERP conformément aux normes de service établies ¹⁶ .	75 %	2017-04-01	100 %	96 %	99,5 %

Ressources financières budgétaires (en dollars)

Budget principal des dépenses 2016-2017	Dépenses prévues 2016-2017	Autorisations totales 2016-2017	Dépenses réelles 2016-2017	Écart 2016-2017
203 620 216	203 795 103	232 167 076	229 333 161	25 538 058

Ressources humaines (ETP)

Prévues 2016-2017	Réelles 2016-2017	Écart 2016-2017
55	49	-6

Services internes

Description : On entend par Services internes les groupes d'activités et de ressources connexes que le gouvernement fédéral considère comme des services de soutien aux programmes ou qui sont requis pour respecter les obligations d'une organisation. Les Services internes renvoient aux activités et aux ressources de 10 catégories de services distinctes qui soutiennent l'exécution de programmes dans

¹⁵ - La norme de service est la suivante : 1) versements mensuels – payés avant le dernier jour du mois; 2) autres indemnités – cinq jours ouvrables à compter de la date où la demande d'indemnité a été présentée par l'employé jusqu'à la date du paiement tel que traité par le système d'administration financière.

¹⁶ - Les normes de service évaluées concernent les indemnités de départ et les régimes de pensions, différentes normes s'appliquant selon le service requis.

l'organisation, sans égard au modèle de prestation des Services internes d'un ministère. Les 10 catégories de service sont : services de gestion et de surveillance, services des communications, services juridiques, services de gestion des ressources humaines, services de gestion financière, services de gestion de l'information, services des technologies de l'information, services des biens immobiliers, services du matériel et services des acquisitions.

Résultats

Gestion et surveillance

Au cours de l'année écoulée, le Conseil exécutif et les comités de gouvernance du Ministère ont continué de renforcer la cohérence des politiques et de répartir les ressources en fonction des priorités du gouvernement. En 2016-2017, le Secrétariat du Conseil du Trésor a présenté la nouvelle Politique sur les résultats, qui souligne l'importance de l'évaluation et des données sur le rendement en ce qui concerne la gestion, la prise de décisions et la présentation de rapports destinés au public.

Pour appuyer la politique, le Ministère a entrepris d'élaborer un nouveau cadre des résultats ministériels qui tiendra compte de la fusion ministérielle et qui permettra à Affaires mondiales Canada de définir clairement ses responsabilités, les résultats escomptés et les méthodes servant à mesurer les progrès envers les Canadiens. La Politique sur les résultats soutient le programme axé sur les résultats du gouvernement du Canada, lequel renouvelle et précise la démarche afin de fournir des résultats significatifs aux Canadiens. En outre, dans le but de suivre les progrès réalisés par rapport à ses engagements, en 2016, le Ministère a mis sur pied l'Unité ministérielle de la livraison. Le rôle de l'Unité consiste à faire le bilan des progrès et à s'assurer que des stratégies d'atténuation sont en place pour optimiser les chances de réussite. L'Unité fera état des progrès eu égard aux engagements dans des rapports destinés au public et qui seront publiés dans le portail des résultats en ligne du gouvernement du Canada, une fois que celui-ci sera opérationnel.

Par ailleurs, le Ministère a perfectionné ses outils afin de hiérarchiser ses investissements, y compris les investissements qui ont trait aux biens immobiliers et à la sécurité pour appuyer la prise de décisions fondées sur des données probantes. En outre, des cadres de gestion des risques et des outils d'évaluation des risques solides ont été élaborés pour le Fonds canadien d'initiatives locales ainsi que pour les activités de surveillance afférentes aux Directives sur le service extérieur.

En 2016-2017, le Bureau de l'inspecteur général a effectué huit inspections intégrales de mission et 56 inspections électroniques, ainsi que 26 enquêtes de nature administrative, y compris au chapitre des valeurs et de l'éthique (harcèlement et divulgation), de la fraude et de la perte de fonds. De plus, le Bureau du dirigeant principal de la vérification a terminé 13 vérifications internes pour assurer que les processus de gestion des risques, de gouvernance et de contrôle interne sont efficaces. En particulier, les sujets de vérification ont porté sur le courrier diplomatique, la gestion des ressources humaines, la sécurité des technologies de l'information, ainsi que l'initiative relative à la santé des mères, des nouveau-nés et des enfants.

Pour favoriser le mieux-être en milieu de travail, des groupes de travail composés d'employés et de cadres ont cerné des domaines d'intérêt principaux de la Norme nationale du Canada sur la santé et la sécurité psychologiques en milieu de travail, comme la culture organisationnelle, le leadership, la courtoisie et le respect, la reconnaissance et la récompense, ainsi que la gestion de la charge de travail.

Communications

Affaires mondiales Canada est demeuré le ministère fédéral le plus actif sur les réseaux sociaux l'an dernier. Plus de 500 comptes de médias sociaux associés à des missions et à l'administration centrale ont communiqué les priorités du Canada en matière de politique étrangère sur Twitter et Facebook. Le

Ministère a publié plus de 110 000 gazouillis l'an dernier, ce qui a donné lieu à plus de 1,3 million de réactions (p. ex. les partages, les mentions « J'aime » et les commentaires), ce qui a aidé le Ministère à atteindre encore plus de gens. Sur Facebook, les 74 000 messages du Ministère ont généré plus de 5 millions de réactions. Le Ministère a également continué de gérer le plus grand nombre d'appels de la part des médias à l'échelle du gouvernement, soit plus de 3 400, ce qui fait foi de son mandat international et de son rôle quant à la protection des intérêts et du statut du Canada à l'étranger. Le Ministère a continué de contribuer aux communications réalisées dans le cadre des activités de diplomatie ouverte et de défense des intérêts, y compris la prestation d'une formation aux diplomates canadiens sur un grand éventail de domaines liés à la communication.

À titre d'illustration, à l'approche et au cours du 150^e anniversaire de la Confédération canadienne en 2017, le Ministère a fait la promotion de l'envergure internationale des célébrations en fournissant des outils de communication, des directives et des services de mobilisation numérique aux missions et aux partenaires. En outre, Affaires mondiales Canada s'est investi auprès de communautés d'étudiants suivant des cours sur le Canada à l'étranger afin de les amener à mieux comprendre le Canada et de promouvoir les secteurs culturels du pays. Affaires mondiales Canada a également continué de jouer un rôle de chef de file au chapitre de la conception et de la mise en œuvre de la nouvelle présence Web du gouvernement du Canada, notamment en coordonnant le contenu de plus de 30 autres ministères.

Services juridiques

Affaires mondiales Canada a fourni des services et des conseils juridiques de grande qualité aux clients du Ministère, aux autres ministères et aux sociétés d'État au sujet d'une foule de questions diverses. En 2016-2017, le Ministère a fourni de l'aide et des conseils à propos de 52 mesures à prendre dans le cadre de traités, principalement les autorisations pour la signature et la ratification, et à propos d'environ 90 instruments juridiquement non contraignants (protocoles d'entente), dans l'optique d'atténuer les risques d'ordre juridique avant de procéder à la signature.

Gestion des ressources humaines

Affaires mondiales Canada a mis l'accent sur la planification des ressources humaines et la prestation de services afin de favoriser la présence d'un effectif diversifié, polyvalent et souple qui est en mesure de donner suite aux priorités du gouvernement. À l'appui de cet objectif, sept processus opérationnels ont été mis en place pour améliorer l'efficacité et l'efficacités des services et réduire les coûts, tout en permettant la mise en commun des pratiques exemplaires. Afin que la gestion de l'effectif concorde avec les besoins opérationnels, le Ministère a continué d'intégrer une approche axée sur les compétences. En conséquence, Affaires mondiales Canada a préparé des profils de compétences, a centralisé les procédures et les fonctions administratives pour obtenir des gains d'efficacité, et a poursuivi l'élaboration de pratiques et de politiques relatives aux affectations.

En 2016-2017, l'Institut canadien du service extérieur a donné 1 034 cours dans les domaines de la comptabilité ministérielle, des affaires internationales et de l'efficacité interculturelle, de même que des formations sur près de 40 langues, à 11 062 participants internes. De plus, près de 3 000 employés d'autres ministères ont reçu une formation de l'Institut selon le principe du recouvrement des coûts.

En 2016, Affaires mondiales Canada a mis en place un programme de prévention des risques. Dans le cadre de ce programme, le Ministère a conçu une application Web novatrice, unique en son genre, qui fait la promotion de pratiques et de procédures saines et sécuritaires en milieu de travail. Enfin, une unité et un programme de gestion de l'incapacité ont été créés pour l'ensemble du Ministère en vue de rehausser le nouveau modèle de prestation de services, les lignes directrices et les documents afin d'appuyer efficacement la Stratégie de mieux-être et de productivité en milieu de travail du Secrétariat du Conseil du Trésor.

Gestion financière

Affaires mondiales Canada a continué d'optimiser sa gestion et sa gérance des ressources financières. Eu égard au Cadre de responsabilisation de gestion (CRG) de 2016-2017, le Ministère s'est distingué par l'évaluation pluriannuelle proactive des risques associés aux prévisions de dépenses salariales, de modifications budgétaires, de revenus et de contraintes de financement. Ces pratiques exemplaires ont permis de réduire les coûts d'exploitation et d'assurer la coordination entre les fonctions du Ministère.

Pour améliorer la diffusion de l'information sur les paiements de transfert, le Ministère a conçu un programme pilote pour assurer le suivi et la communication des normes de service qui ont trait aux subventions et aux contributions du programme d'aide internationale au développement. Les données devraient être accessibles au début de 2018-2019.

En 2016, le plan d'investissement du Ministère a été approuvé par le Secrétariat du Conseil du Trésor. Cela a mené à la définition d'un nouveau processus de planification de l'investissement à l'échelle du Ministère, lequel désigne les projets de biens immobiliers ainsi que de gestion de l'information et de technologie de l'information en fonction des modèles d'établissement des priorités, dont l'objectif est de renforcer la prise de décisions.

Gestion de l'information et technologie de l'information (GI/TI)

Au cours de l'année écoulée, Affaires mondiales Canada a travaillé de près avec Services partagés Canada pour s'assurer que les solutions reposant sur la TI répondent aux besoins du Ministère, notamment en raison de la portée internationale de son travail. Le Ministère s'est assuré que ses projets concordent avec les priorités du gouvernement en matière de TI, notamment les initiatives de mise à jour du système de gestion des dossiers, de transformation des services de courriel et de renouvellement du Web. Le Ministère a poursuivi son initiative de transformation et a piloté un programme de formation en analytique de données afin que l'ensemble du personnel du Ministère soit mieux en mesure d'utiliser les données. Cette formation a reçu une mention d'honneur de l'Association des professionnels de l'information du secteur public.

Biens immobiliers, matériel et acquisition

Les ressources publiques et les biens du Ministère ont été gérés et attribués de façon efficace. Le Ministère a aligné la planification de l'approvisionnement sur la planification des activités, a mobilisé les parties prenantes internes pour veiller à la rapidité et à la transparence des processus d'approvisionnement, et a communiqué ses plans pour faciliter la prise de décisions. Eu égard au CRG de 2016-2017 du Ministère, celui-ci a été reconnu pour avoir intégré la gestion axée sur les compétences dans toutes ses activités de gestion des gens de talent pour les communautés fonctionnelles spécialisées dans l'approvisionnement et la gestion du matériel.

De concert avec Services publics et Approvisionnement Canada et Services partagés Canada, le Ministère a réalisé d'importants progrès dans ses efforts visant à rendre sa gestion des biens immobiliers conforme à son plan d'investissement et à sa Stratégie sur les locaux et les biens immobiliers au Canada. Le Ministère a notamment fait avancer la planification du réaménagement au 125, promenade Sussex, l'optimisation des locaux de la Place du Centre et les efforts de consolidation des activités de formation d'Affaires mondiales Canada, ce qui suit les objectifs de planification de l'investissement tout en établissant un cadre de planification des dépenses plus solide qui permettra d'actualiser la Stratégie sur les locaux et les biens immobiliers au Canada en 2017-2018.

En appui à la gestion et à la répartition efficaces de ses biens, Affaires mondiales Canada s'emploie activement, avec le concours de Services publics et Approvisionnement Canada, par l'intermédiaire du comité interministériel sur la gestion des relations avec les fournisseurs et de leur rendement, à établir

un processus de vérification systématique dont le but est de veiller à ce que la priorité soit accordée au rendement et au respect de la loi avant que des contrats ne soient accordés à d'éventuels fournisseurs.

Ressources financières budgétaires (en dollars)

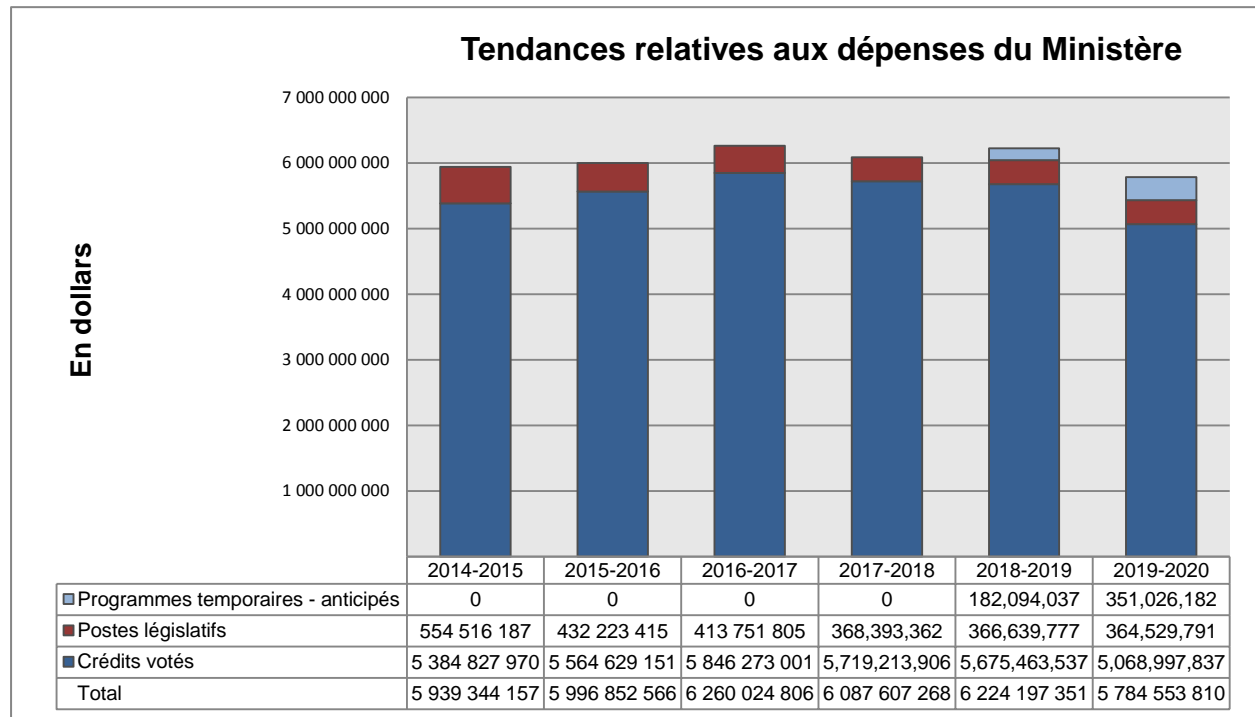
Budget principal des dépenses 2016-2017	Dépenses prévues 2016-2017	Autorisations totales 2016-2017	Dépenses réelles 2016-2017	Écart 2016-2017
236 174 969	244 123 374	252 227 835	233 804 155	-10 319 219

Ressources humaines (ETP)

Prévues 2016-2017	Réelles 2016-2017	Écart 2016-2017
1 517	1 382	-136

Analyse des tendances en matière de dépenses et de ressources humaines

Dépenses réelles



Le graphique ci-dessus présente les tendances du Ministère au chapitre des dépenses de 2014-2015 à 2019-2020, divisées en trois catégories de dépenses : les dépenses votées (bleu foncé), fournies par le Parlement pour appuyer l'exécution des programmes et aux fins de la gestion des ressources du Ministère; les dépenses législatives (rouge), pour les dépenses prévues dans les règlements législatifs; et les programmes temporaires prévus (bleu pâle), soit un financement devant expirer, mais qui pourrait être renouvelé.

Les dépenses pour 2014-2015 et 2015-2016 reflètent les données financières déclarées précédemment dans les Comptes publics. L'augmentation de 57,5 millions de dollars pour ces années reflète les fonds reçus au titre de l'aide humanitaire essentielle pour répondre aux besoins des personnes touchées par les conflits en cours, comme au Soudan du Sud, en Syrie et en Irak. De 2015-2016 à 2016-2017, la hausse de 263,2 millions de dollars des dépenses réelles est attribuable au financement supplémentaire reçu pour l'Initiative pour l'énergie renouvelable en Afrique et le Fonds climatique pour le secteur privé en Asie, au financement servant à répondre aux crises en Irak et en Syrie et à atténuer l'incidence dans la région, au financement lié à la prestation d'une aide humanitaire aux personnes touchées par un conflit ou une catastrophe, et au financement versé au titre du Programme pour la stabilisation et les opérations de paix (PSOPs).

De 2017-2018 à 2019-2020, le profil des dépenses votées d'Affaires mondiales Canada varie d'un maximum de 6,1 milliards de dollars en 2017-2018 à un minimum prévu de 5,8 milliards de dollars en 2019-2020. Un certain nombre de facteurs importants expliquent la diminution nette de financement prévue de 300 millions de dollars, notamment les programmes suivants :

- une diminution de 55 millions de dollars au titre du PSOPs; et,
- une diminution de 239.6 millions de dollars liés au financement pour faire face aux crises en Irak et en Syrie et les impacts sur la région.

Les réductions dans les dépenses prévues sont également touchées par les reports (budgets de fonctionnement et d'immobilisations) qui seront reçus en 2017-2018 seulement, conformément aux politiques du Conseil du Trésor.

Sommaire du rendement budgétaire pour les programmes et les Services internes (en dollars)

Programmes et Services internes	Budget principal des dépenses 2016-2017	Dépenses prévues 2016-2017	Dépenses prévues 2017-2018	Dépenses prévues 2018-2019	Autorisations totales pouvant être utilisées 2016-2017	Dépenses réelles (autorisations utilisées) 2016-2017	Dépenses réelles (autorisations utilisées) 2015-2016	Dépenses réelles (autorisations utilisées) 2014-2015
1.1 Politiques intégrées en matière d'affaires étrangères, de commerce et de développement international	80 118 760	82 390 190	84 279 764	83 783 897	84 983 301	84 371 569	76 209 297	80 716 032
1.2 Diplomatie, défense des intérêts et accords internationaux	949 769 188	957 781 259	982 515 627	943 179 801	1 024 589 506	896 561 089	954 956 846	873 716 723
Total partiel	1 029 887 948	1 040 171 449	1 066 795 391	1 026 963 698	1 109 572 807	980 932 658	1 031 166 143	954 432 755
2.1 Commerce international	194 782 982	200 373 622	205 010 348	197 367 838	201 998 216	193 902 346	164 459 301	170 222 816
2.2 Services consulaires et gestion des urgences	52 012 000	53 761 744	56 140 967	55 288 240	53 733 700	48 746 982	48 404 466	49 512 462
Total partiel	246 794 982	254 135 366	261 151 315	252 656 078	255 731 916	242 649 328	212 863 767	219 735 278
3.1 Sécurité internationale et développement démocratique	237 453 939	237 901 526	475 585 381	343 382 490	488 353 932	465 232 381	364 417 410	330 049 668
3.2 Développement international	2 332 030 755	2 335 188 938	2 337 470 163	2 659 521 426	2 655 864 109	2 553 957 625	2 480 948 658	2 392 774 063
3.3 Assistance humanitaire internationale	561 725 322	561 922 614	726 443 560	639 181 486	898 575 988	852 045 849	700 103 212	805 970 755
Total partiel	3 131 210 016	3 135 013 078	3 539 499 104	3 642 085 402	4 042 794 029	3 871 235 855	3 545 469 280	3 528 794 486
4.1 Gouvernance, orientations stratégiques et services communs pour le réseau des missions	667 852 766	764 948 263	735 657 199	657 946 968	822 489 980	702 069 649	693 665 951	766 291 707
4.2 Gestion des conditions du gouvernement du Canada à l'égard de l'emploi à	203 620 216	203 795 103	234 379 557	218 732 690	232 167 076	229 333 161	234 377 684	198 792 503

l'étranger								
Total partiel	871 472 982	968 743 366	970 036 756	876 679 658	1 054 657 056	931 402 810	928 043 635	965 084 210
5.1 Services internes	236 174 969	244 123 374	250 124 702	243 718 478	252 227 835	233 804 155	279 309 741	271 297 428
Total partiel	236 174 969	244 123 374	250 124 702	243 718 478	252 227 835	233 804 155	279 309 741	271 297 428
Total	5 515 540 897	5 642 186 633	6 087 607 268	6 042 103 314	6 714 983 643	6 260 024 806	5 996 852 566	5 939 344 157

Explication des écarts

Le tableau ci-dessus présente un aperçu du rendement financier du Ministère au cours des trois dernières années, et il comprend les dépenses anticipées jusqu'à l'exercice financier 2018-2019. Ce tableau comprend le total des autorisations disponibles (montant total des autorisations reçues par le Ministère au cours de l'année), les dépenses réelles (montant total réellement dépensé par le Ministère au cours de l'exercice financier indiqué), le budget principal des dépenses (ressources financières initiales pour la prestation des programmes ministériels) et les dépenses prévues (dépenses prévues réelles au cours de l'exercice).

Pour 2016-2017, l'écart entre le budget principal (5 515,5 millions de dollars) et les dépenses prévues (5 642,2 millions de dollars) est attribuable au financement reçu après la soumission du budget principal des dépenses, comme le report du budget de fonctionnement et d'immobilisations (fonds inutilisés) de 2015-2016 et le remboursement des dépenses salariales. Les dépenses salariales couvrent les dépenses essentiellement liées à l'indemnité de cessation d'emploi et aux prestations parentales pour les employés canadiens et recrutés sur place dans les missions à l'étranger.

L'écart entre les dépenses prévues (5 642,2 millions de dollars) et les autorisations totales (6 715,0 millions de dollars) est lié au financement supplémentaire reçu durant l'exercice financier, comme le financement pour l'Initiative pour l'énergie renouvelable en Afrique et le Fonds pour le climat pour le secteur privé en Asie, le financement servant à répondre aux crises en Irak et en Syrie et à atténuer l'incidence dans la région, le financement lié à la prestation d'une aide humanitaire aux personnes touchées par un conflit ou une catastrophe, ainsi que le financement versé au titre du PSOPs. L'écart (617,8 millions de dollars) entre les dépenses prévues et les dépenses réelles en 2016-2017 est expliqué pour chaque programme ci-dessous.

Explication des écarts par programme

1.1 Politiques intégrées en matière d'affaires étrangères, de commerce et de développement international

Les dépenses réelles ont dépassé de 2 millions de dollars les dépenses prévues. L'écart (+2,4 %) est attribuable au financement supplémentaire reçu dans le cadre du budget supplémentaire des dépenses pour le PSOPs dans le budget de 2016.

1.2 Diplomatie, défense des intérêts et accords internationaux

Les dépenses réelles ont été inférieures de 61,2 millions de dollars aux dépenses prévues. L'écart (-6,4 %) est attribuable aux fonds non dépensés pour le siège social de l'Organisation de l'aviation civile internationale à Montréal, ainsi que les fonds non dépensés pour les contributions obligatoires aux organisations internationales.

2.1 Commerce international

Les dépenses réelles ont été inférieures de 6,5 millions de dollars aux dépenses prévues. L'écart (-3,2 %) s'explique par les fonds non dépensés liés au Programme canadien de l'innovation à l'international et le Programme de soutien au commerce mondial.

2.2 Services consulaires et gestion des urgences

Les dépenses réelles ont été inférieures de 5 millions de dollars aux dépenses prévues. L'écart (-9,3 %) est attribuable au transfert à un autre ministère (Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada) des coûts liés au traitement des passeports causés par les augmentations de volume, ainsi que par les retards dans la dotation prévue.

3.1 Sécurité internationale et développement démocratique

Les dépenses réelles ont dépassé de 227,3 millions de dollars les dépenses prévues. L'écart (+95,6 %) est le résultat du financement reçu dans le cadre du budget supplémentaire des dépenses pour le PSOPs, ainsi que du financement reçu au titre de l'aide humanitaire pour répondre aux besoins des personnes touchées par les conflits en cours, comme au Soudan du Sud, en Syrie et en Irak.

3.2 Développement international

Les dépenses réelles ont dépassé de 218,8 millions de dollars les dépenses prévues. L'écart (+9,4 %) est lié au financement reçu dans le cadre du budget supplémentaire des dépenses pour aider les pays en développement à composer avec les effets des changements climatiques, au financement reçu pour remettre les dettes se rapportant au prêt consenti à la République de Cuba, ainsi qu'au financement reçu pour fournir une aide humanitaire aux personnes touchées par les conflits en cours, comme au Soudan du Sud, en Syrie et en Irak.

3.3 Assistance humanitaire internationale

Les dépenses réelles ont dépassé de 290,1 millions de dollars les dépenses prévues. L'écart (+51,6 %) est attribuable au financement reçu dans le cadre du budget supplémentaire des dépenses pour fournir une aide humanitaire aux personnes touchées par El Niño, par les conflits (Soudan du Sud, Syrie et Irak) et par d'autres crises humanitaires.

4.1 Gouvernance, orientations stratégiques et services communs pour le réseau des missions

Les dépenses réelles ont été inférieures de 62,9 millions de dollars aux dépenses prévues. L'écart (-8,2 %) est le résultat des fonds non dépensés liés aux investissements dans la sécurité des missions, au projet de déménagement des chancelleries de Paris et de New York, au regroupement du haut-commissariat du Canada au Royaume-Uni, ainsi qu'aux retards dans l'élaboration d'autres grands projets.

4.2 Gestion des conditions du gouvernement du Canada à l'égard de l'emploi à l'étranger

Les dépenses réelles ont dépassé de 25,5 millions de dollars les dépenses prévues. L'écart (+12,5 %) est attribuable au financement reçu dans le cadre du budget supplémentaire des dépenses pour couvrir l'augmentation, en raison de l'inflation à l'étranger, des indemnités fournies aux Canadiens travaillant dans les missions à l'étranger, ainsi qu'au financement reçu pour les régimes de pension, d'assurance et de sécurité sociale des employés recrutés sur place.

5.1 Services internes

Les dépenses réelles ont été inférieures de 10,3 millions de dollars aux dépenses prévues. L'écart (-4,2 %) est attribuable aux fonds non dépensés en lien avec les retards au chapitre des initiatives ministérielles et de la dotation prévue.

Ressources humaines réelles

Sommaire des ressources humaines pour les programmes et les Services internes (ETP)

Programmes et Services internes	Réelles 2014-2015	Réelles 2015-2016	Prévues 2016-2017	Réelles 2016-2017	Prévues 2017-2018	Prévues 2018-2019
1.1 Politiques intégrées en matière d'affaires étrangères, de commerce et de développement international	854	816	830	809	832	832
1.2 Diplomatie, défense des intérêts et accords internationaux	1 548	1 644	1 649	1 636	1 663	1 663
Total partiel	2 402	2 460	2 479	2 445	2 495	2 495
2.1 Commerce international	1 241	1 311	1 359	1 338	1 364	1 364
2.2 Services consulaires et gestion des urgences	433	371	433	420	433	433
Total partiel	1 674	1 682	1 792	1 757	1 797	1 797
3.1 Sécurité internationale et développement démocratique	225	137	156	158	168	168
3.2 Développement international	786	696	882	848	892	892
3.3 Assistance humanitaire internationale	55	40	69	69	70	70
Total partiel	1 066	873	1 107	1 074	1 130	1 130
4.1 Gouvernance, orientations stratégiques et services communs pour le réseau des missions	4 049	4 287	4 151	4 295	4 147	4 147
4.2 Gestion des conditions du gouvernement du Canada à l'égard de l'emploi à l'étranger	54	53	55	49	56	56
Total partiel	4 103	4 340	4 206	4 344	4 203	4 203
5.1 Services internes	1 797	1 533	1 517	1 382	1 534	1 534
Total partiel	1 797	1 533	1 517	1 382	1 534	1 534
Total	11 042	10 888	11 101	11 003	11 159	11 159

De 2014-2015 à 2019-2020, les ressources humaines d'Affaires mondiales Canada ne varient pas. En 2016-2017, le nombre d'ETP est légèrement supérieur à ce qui était prévu pour les ressources humaines. L'écart prévu entre 2016-2017 et 2017-2018 représente l'arrivée prévue d'ETP au sein du Ministère.

Dépenses par crédit voté

Pour obtenir des renseignements au sujet des dépenses votées et législatives d'Affaires mondiales Canada, prière de consulter les [Comptes publics du Canada 2017](#)^{vi}.

Harmonisation des dépenses avec le cadre pangouvernemental

Harmonisation des dépenses réelles pour 2016-2017 avec le [cadre pangouvernemental](#)^{vii} (en dollars)

Programmes	Secteur de dépenses	Activité du gouvernement du Canada	Dépenses réelles 2016-2017
1.1 Politiques intégrées en matière d'affaires étrangères, de commerce et de développement international	Affaires internationales	Un monde sécuritaire et sécurisé grâce à l'engagement international	84 371 569
1.2 Diplomatie, défense des intérêts et accords internationaux	Affaires internationales		896 561 089
2.1 Commerce international	Affaires internationales	Un Canada prospère grâce au commerce international	193 902 346
2.2 Services consulaires et gestion des urgences	Affaires internationales	Un monde sécuritaire et sécurisé grâce à l'engagement international	48 746 982
3.1 Sécurité internationale et développement démocratique	Affaires internationales	Un monde sécuritaire et sécurisé grâce à l'engagement international	465 232 381
3.2 Développement international	Affaires internationales	La réduction de la pauvreté dans le monde grâce au développement international durable	2 553 957 625
3.3 Assistance humanitaire internationale	Affaires internationales		852 045 849
4.1 Gouvernance, orientations stratégiques et services communs pour le réseau des missions	Affaires internationales	Un monde sécuritaire et sécurisé grâce à l'engagement international	702 069 649
4.2 Gestion des conditions du gouvernement du Canada à l'égard de l'emploi à l'étranger	Affaires internationales		229 333 161

Total des dépenses par secteur de dépenses (en dollars)

Secteur de dépenses	Total des dépenses prévues	Total des dépenses réelles
Affaires économiques	Sans objet	Sans objet
Affaires sociales	Sans objet	Sans objet
Affaires internationales	5 642 186 633	6 260 024 806
Affaires gouvernementales	Sans objet	Sans objet

États financiers et faits saillants des états financiers

États financiers

Les états financiers du Ministère (non audités) pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017 peuvent être consultés dans le [site Web du Bureau du dirigeant principal des finances](#)^{viii}.

Faits saillants des états financiers

Le tableau ci-dessous illustre les soldes de clôture, au 31 mars 2017, pour chacun des regroupements importants des états financiers, ainsi que le changement correspondant par rapport aux résultats prévus et à l'exercice financier précédent.

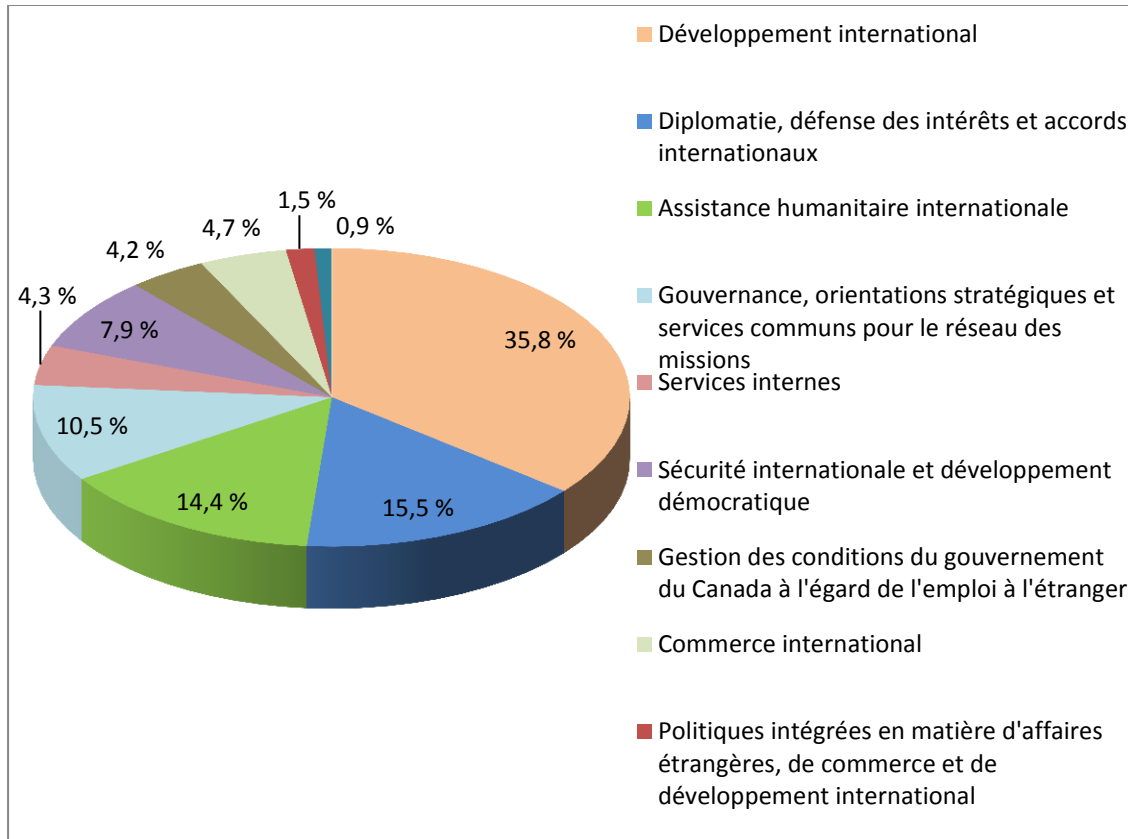
État des résultats condensé (non audité) pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017 (en dollars)

Information financière	Résultats prévus 2016-2017	Réels 2016-2017	Réels 2015-2016	Écart (réels 2016-2017 moins prévus 2016-2017)	Écart (réels 2016-2017 moins réels 2015-2016)
Total des dépenses	5 415 110 000	5 820 969 469	5 765 171 470	405 859 469	55 797 999
Total des revenus	42 932 000	35 732 966	37 791 257	-7 199 034	-2 058 291
Coût de fonctionnement net avant le financement et les transferts du gouvernement	5 372 178 000	5 785 236 503	5 727 380 213	413 058 503	57 856 290

On peut consulter les renseignements sur les résultats prévus pour 2016-2017 dans le [site Web d'Affaires mondiales Canada portant sur l'état des résultats prospectif et les notes](#)^{ix}.

Dépenses

Les dépenses totales du Ministère ont augmenté de 55,8 millions de dollars (+1 %) en 2016-2017, comparativement à 2015-2016. Le versement de subventions et de contributions plus importantes explique en grande partie cet écart, bien qu'il soit partiellement atténué par une diminution des dépenses d'exploitation du Ministère. L'écart entre les dépenses réelles et les résultats prévus s'explique principalement par une augmentation des autorisations de subventions et de contributions au cours de l'exercice, ce qui a entraîné l'augmentation des dépenses connexes. La répartition des dépenses en fonction des programmes de l'architecture d'alignement des programmes est présentée dans le tableau qui suit.

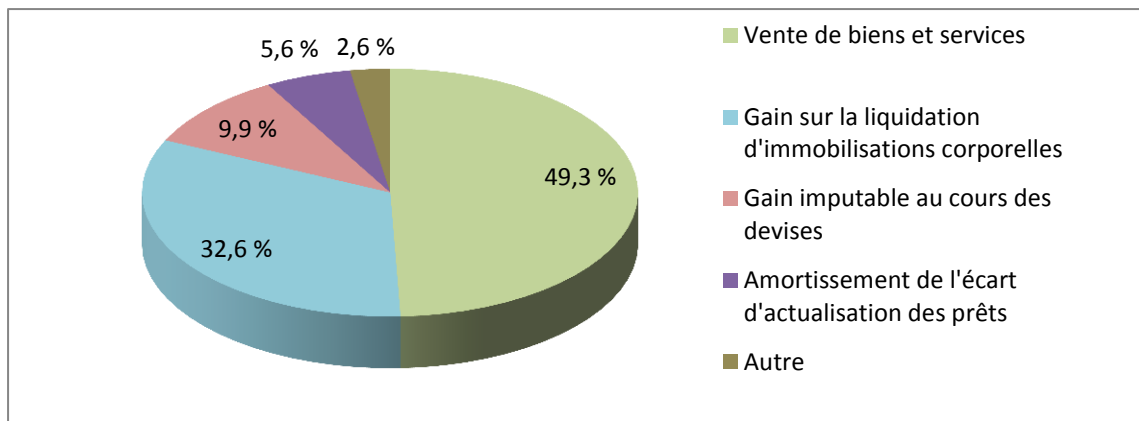


Recettes

Les recettes totales du Ministère ont diminué de 2 millions de dollars (-5 %) en 2016-2017, comparativement à 2015-2016. Cette diminution s'explique par la variation de la valeur des devises étrangères, qui a engendré moins de gains en devises étrangères cette année. Cet écart a été partiellement atténué par une augmentation des ventes de biens et services. L'écart entre les recettes réelles et prévues d'Affaires mondiales Canada s'explique par des gains réels moins importants sur l'aliénation d'immobilisations corporelles du Ministère, ainsi que par des gains moins importants sur le taux de change des devises par rapport à ce qui était prévu.

La ventilation des recettes du Ministère par type de recette est présentée dans la figure qui suit.

Ventilation des recettes



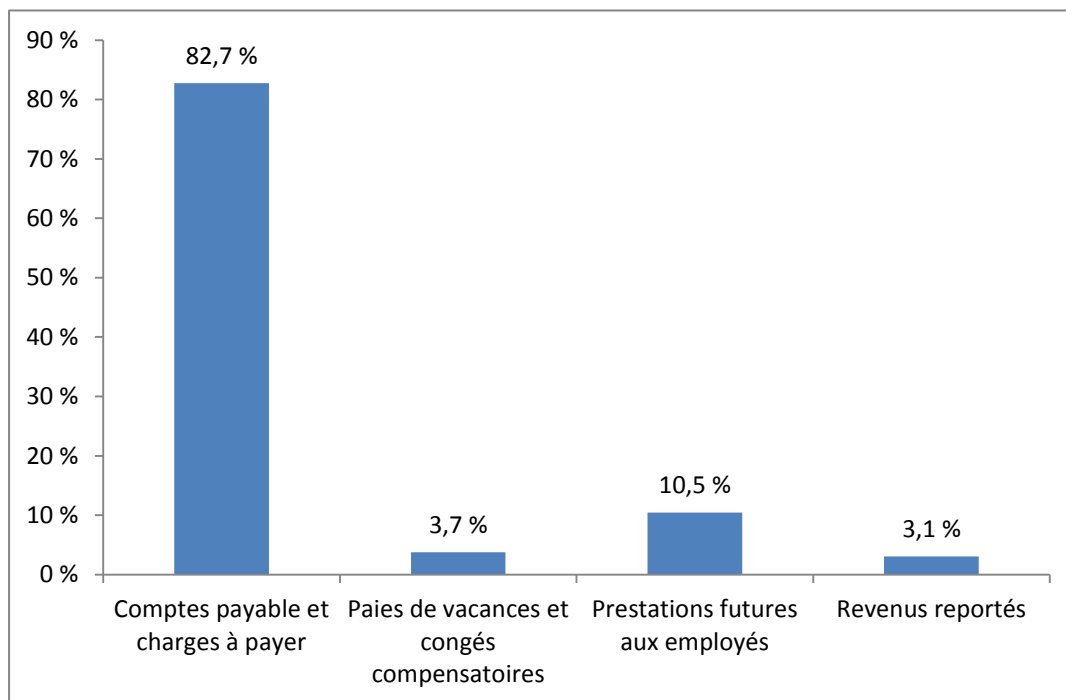
**État condensé de la situation financière (non audité)
Au 31 mars 2017 (en dollars)**

Information financière	2016-2017	2015-2016	Écart (2016-2017 moins 2015-2016)
Total des passifs nets	1 159 627 625	1 266 971 460	-107 343 835
Total des actifs financiers nets	967 474 698	1 056 473 744	-88 999 046
Dette nette du Ministère	192 152 927	210 497 716	-18 344 789
Total des actifs non financiers	1 479 407 981	1 425 691 443	53 716 538
Situation financière nette du Ministère	1 287 255 054	1 215 193 727	72 061 327

Passif

Le passif du Ministère a diminué de 107 millions de dollars (-8 %) en 2016-2017, comparativement à 2015-2016. Cette diminution s'explique par une réduction nette des comptes créditeurs à des tiers résultant d'écarts par rapport au moment du règlement des comptes.

Ventilation du passif

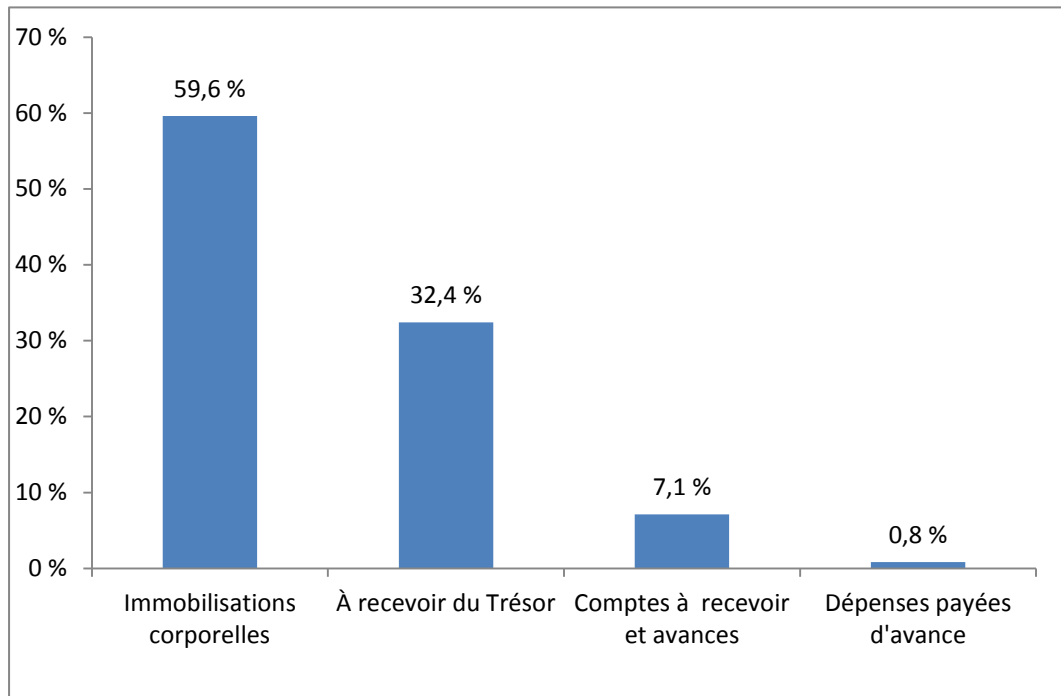


Actif

L'ensemble de l'actif financier et non financier du Ministère a diminué de 35 millions de dollars (-4 %) en 2016-2017, comparativement à 2015-2016. Cet écart s'explique par une diminution de l'actif financier, plus particulièrement le montant à recevoir du Trésor, lequel a été contrebalancé en partie par l'augmentation de l'actif non financier. La diminution du passif du Ministère (y compris les comptes créditeurs) a entraîné la réduction du solde de l'exercice en cours et, du coup, de la somme à recevoir du Trésor. L'augmentation de l'actif non financier s'explique par une augmentation légère des coûts de

projet et du nombre de biens immobiliers acquis à l'étranger, augmentation en partie neutralisée par l'amortissement de ces biens.

Ventilation de l'actif



Renseignements supplémentaires

Renseignements ministériels

Profil organisationnel

Ministres compétents : Chrystia Freeland, ministre des Affaires étrangères; Marie-Claude Bibeau, ministre du Développement international et de la Francophonie; et François-Philippe Champagne, ministre du Commerce international.

Premiers dirigeants : Ian Shugart, sous-ministre des Affaires étrangères; Timothy Sargent, sous-ministre du Commerce international; et Diane Jacovella, sous-ministre du Développement international.

Portefeuille ministériel : Affaires mondiales Canada et le Service des délégués commerciaux du Canada. Les sociétés d'État suivantes fonctionnent sans lien de dépendance avec le gouvernement et elles rendent des comptes au Parlement par le biais des ministres d'Affaires mondiales Canada : la Corporation commerciale canadienne, Exportation et développement Canada et le Centre de recherches pour le développement international.

Principale loi habilitante : Loi sur le ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement, L.C. 2013, ch. 33, art. 174^x.

Année de création : 1909

Cadre de présentation de rapports

Les résultats stratégiques et l'architecture d'alignement des programmes de référence d'Affaires mondiales Canada pour 2016-2017 sont présentés ci-dessous.

RS 1. Programme international du Canada		RS 2. Services de commerce international et consulaires destinés aux Canadiens		RS 3. Aide internationale et réduction de la pauvreté			RS 4. Réseau du Canada à l'étranger	
Le programme international est modelé pour faire avancer la sécurité, la prospérité, les intérêts et les valeurs du Canada.		Les Canadiens sont satisfaits des services commerciaux et consulaires.		La pauvreté est réduite et la sécurité internationale et la démocratie sont accrues pour les gens vivant dans des pays où le Canada intervient.			Le Ministère entretient un réseau de missions offrant une infrastructure et des services qui permettent au gouvernement du Canada d'atteindre ses priorités internationales.	
Politiques intégrées en matière d'affaires étrangères, de commerce et de développement international	Diplomatie, défense des intérêts et accords internationaux	Commerce international	Services consulaires et gestion des urgences	Sécurité internationale et développement démocratique	Développement international	Assistance humanitaire internationale	Gouvernance, orientations stratégiques et services communs pour le réseau des missions	Gestion des conditions du gouvernement du Canada à l'égard de l'emploi à l'étranger
Information internationale et analyse	Promotion des intérêts et diplomatie bilatérales et régionales	Développement du commerce international par la promotion des exportations et du commerce au Canada et à l'étranger	Assistance consulaire aux Canadiens	Sécurité internationale et réduction des menaces	Croissance économique durable	Programmation humanitaire	Gestion des services communs	Administration des Directives sur le service extérieur
Conseils stratégiques en politique internationale	Sommets et promotion des intérêts et diplomatie multilatérales	Investissement étranger direct au Canada	Préparation et intervention en cas d'urgence	Soutien à la démocratie, aux droits de la personne, à la liberté et à la primauté du droit	Enfants et jeunes, y compris la santé des mères, des nouveau-nés et des enfants	Partenaires pour une assistance humanitaire	Biens immobiliers	Administration des cotisations de l'employeur au regard des pensions, des assurances et de la sécurité sociale des employés recrutés sur place
	Contributions obligatoires à des organisations internationales	Innovation, science et technologie internationale			Sécurité alimentaire		Gestion de l'information/ Technologie de l'information	
	Accords commerciaux, négociations, règlement de différends et contrôles				Assistance multisectorielle, développement social et engagement au développement		Employés recrutés sur place au soutien d'autres ministères du gouvernement du Canada	
Services Internes								
<ul style="list-style-type: none"> Gestion et surveillance Communications Services juridiques Gestion des RH Gestion financière 					<ul style="list-style-type: none"> Gestion de l'information Technologies de l'information Biens immobiliers Matériel Acquisitions 			

Renseignements connexes sur les programmes de niveau inférieur

Les renseignements connexes sur les résultats, la finance et les ressources humaines des programmes de niveau inférieur d'Affaires mondiales Canada peuvent être consultés dans SCT Infobase.

Tableaux de renseignements supplémentaires

On peut consulter les tableaux de renseignements supplémentaires ci-dessous dans le site Web d'Affaires mondiales Canada :

- Stratégie ministérielle de développement durable
- Renseignements sur les programmes de paiements de transfert :
 - Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA)
 - Aide au développement international
 - Cour pénale internationale (CPI)
 - Fonds canadien d'initiatives locales (FCIL)
 - Institutions financières internationales
 - Opérations de maintien de la paix des Nations Unies
 - Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)
 - Organisation des États américains (OEA)
 - Organisation des Nations Unies (ONU)
 - Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)
 - Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO)
 - Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) – Administration civile
 - Organisation internationale de la Francophonie (OIF)
 - Organisation internationale du travail (OIT)
 - Organisation mondiale de la santé (OMS)
 - Organisation mondiale du commerce (OMC)
 - Organisation panaméricaine de la santé (OPS)
 - Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE)
 - Programme d'aide au renforcement des capacités antiterroristes (PARCA)
 - Programme de partenariat mondial (PPM)
 - Programme de soutien aux marchés mondiaux (PSMM)
 - Programme pour la stabilisation et les opérations de paix (PSOPs)
 - Programme visant à renforcer les capacités de lutte contre la criminalité (PRCLC)
 - Projets et activités de développement découlant des sommets de la Francophonie
 - Secrétariat du Commonwealth
 - Subventions en remplacement des impôts sur les propriétés diplomatiques, consulaires et celles des organisations internationales au Canada
 - Subventions et contributions en appui aux relations universitaires
- Audits et évaluations internes
 - Audits internes
 - Évaluations internes
- Réponse aux comités parlementaires et aux vérifications externes
- Financement pluriannuel initial

- Centre pour l'innovation dans la gouvernance internationale
- Rapports sur les frais d'utilisation
 - Frais pour l'accès à l'information
 - Droits à payer pour les services consulaires
 - Frais pour licences d'importation et d'exportation
 - Droits à payer pour les services consulaires spécialisés
 - Montant total des frais d'utilisation

Dépenses fiscales fédérales

Il est possible de recourir au régime fiscal pour atteindre des objectifs de la politique publique en appliquant des mesures spéciales, comme de faibles taux d'imposition, des exemptions, des déductions, des reports et des crédits. Le ministère des Finances Canada publie annuellement des estimations et des projections du coût de ces mesures dans une publication intitulée [Rapport sur les dépenses fiscales fédérales](#)^{xi}. Ce rapport donne aussi des renseignements généraux détaillés sur les dépenses fiscales, y compris les descriptions, les objectifs, les renseignements historiques et les renvois aux programmes fédéraux de dépenses connexes. Les mesures fiscales présentées dans ladite publication relèvent de la seule responsabilité du ministre des Finances.

Coordonnées de l'organisation

Affaires mondiales Canada

Téléphone : 1-800-267-8376 (sans frais au Canada); 613-944-4000 (dans la région de la capitale nationale et à l'extérieur du Canada)

ATS : 1-800-394-3472 (sans frais aux États-Unis et au Canada seulement); 613-944-1310 (dans la région de la capitale nationale et à l'extérieur du Canada)

Télécopieur : 613-996-9709

www.international.gc.ca

Demandes de renseignements

Affaires mondiales Canada

125, promenade Sussex

Ottawa (Ontario) K1A 0G2

Courriel : enqserv@international.gc.ca

Téléphone : 1-800-267-8376 (sans frais au Canada); 613-944-4000 (dans la région de la capitale nationale et à l'extérieur du Canada)

Télécopieur : 613-996-9709

Autres coordonnées liées au portefeuille

Corporation commerciale canadienne

350, rue Albert, 7^e étage

Ottawa (Ontario) K1A 0S6

Téléphone : 1-800-748-8191 (sans frais au Canada); 613-996-0034 (dans la région de la capitale nationale et à l'extérieur du Canada)

Télécopieur : 613-995-2121

www.ccc.ca/fr-ca

Commission mixte internationale (section canadienne)

234, avenue Laurier Ouest, 22^e étage

Ottawa (Ontario) K1P 6K6

Téléphone : 613-995-2984

Télécopieur : 613-993-5583

www.ijc.org

Exportation et développement Canada

150, rue Slater

Ottawa (Ontario) K1A 1K3

Téléphone : 613-598-2500 (dans la région de la capitale nationale); 1-800-229-0575 (sans frais en Amérique du Nord)

ATS : 1-866-574-0451

Télécopieur : 613-598-3811

www.edc.ca

Commission du Parc international Roosevelt de Campobello

459, route 774

Welshpool (Nouveau-Brunswick) E5E 1A4

Téléphone : 1-877-851-6663 (sans frais); 506-752-2922 (local)

Télécopieur : 506-752-6000

www.fdr.net

Centre de recherches pour le développement international

150, rue Kent

Ottawa (Ontario) K1P 0B2

Adresse postale : C. P. 8500

Ottawa (Ontario) K1G 3H9

Téléphone : 613-236-6163

Télécopieur : 613-238-7230

<https://www.idrc.ca/fr>

Annexe : Définitions

Architecture d’alignement des programmes : Répertoire structuré de tous les programmes d’un ministère ou organisme qui décrit les liens hiérarchiques entre les programmes et les liens aux résultats stratégiques auxquels ils contribuent.

Cadre ministériel des résultats : Comprend les responsabilités essentielles, les résultats ministériels et les indicateurs de résultat ministériel.

Cible : Niveau mesurable du rendement ou du succès qu’une organisation, un programme ou une initiative prévoit atteindre dans un délai précis. Une cible peut être quantitative ou qualitative.

Crédit : Autorisation donnée par le Parlement d’effectuer des paiements sur le Trésor.

Dépenses budgétaires : Dépenses de fonctionnement et en capital; paiements de transfert à d’autres ordres de gouvernement, à des organisations ou à des particuliers; et paiements à des sociétés d’État.

Dépenses législatives : Dépenses approuvées par le Parlement à la suite de l’adoption d’une loi autre qu’une loi de crédits. La loi précise les fins auxquelles peuvent servir les dépenses et les conditions dans lesquelles elles peuvent être effectuées.

Dépenses non budgétaires : Recettes et décaissements nets au titre de prêts, de placements et d’avances, qui modifient la composition des actifs financiers du gouvernement du Canada.

Dépenses prévues : En ce qui a trait aux Plans ministériels et aux Rapports sur les résultats ministériels, les dépenses prévues s’entendent des montants approuvés par le Conseil du Trésor au plus tard le 1^{er} février. Elles peuvent donc comprendre des montants qui s’ajoutent aux dépenses prévues indiquées dans le budget principal des dépenses. Un ministère est censé être au courant des autorisations qu’il a demandées et obtenues. La détermination des dépenses prévues relève du ministère, et ce dernier doit être en mesure de justifier les dépenses et les augmentations présentées dans son Plan ministériel et son Rapport sur les résultats ministériels.

Dépenses votées : Dépenses approuvées annuellement par le Parlement dans le cadre d’une loi de crédits. Le libellé de chaque crédit énonce les conditions selon lesquelles les dépenses peuvent être effectuées.

Équivalent temps plein (ETP) : Mesure utilisée pour représenter une année-personne complète d’un employé dans le budget ministériel. Les équivalents temps plein sont calculés par un rapport entre les heures de travail assignées et les heures de travail prévues. Les heures normales sont établies dans les conventions collectives.

Évaluation : Au sein du gouvernement du Canada, collecte et analyse systématiques et neutres de données probantes en vue d’évaluer le bien-fondé, le mérite ou la valeur. L’évaluation guide la prise de décisions, les améliorations, l’innovation et la reddition de comptes. Elle porte habituellement sur les programmes, les politiques et les priorités et examine des questions se rapportant à la pertinence, à l’efficacité et à l’efficience. Toutefois, selon les besoins de l’utilisateur, l’évaluation peut aussi examiner d’autres unités, thèmes et enjeux, notamment des solutions de rechange aux interventions existantes. L’évaluation utilise généralement des méthodes de recherche des sciences sociales.

Indicateur de rendement : Moyen qualitatif ou quantitatif de mesurer un extrant ou un résultat en vue de déterminer le rendement d’une organisation, d’un programme, d’une politique ou d’une initiative par rapport aux résultats attendus.

Indicateur de résultat ministériel : Facteur ou variable qui présente une façon valide et fiable de mesurer ou de décrire les progrès réalisés par rapport à un résultat ministériel.

Initiative horizontale : Initiative dans le cadre de laquelle au moins deux organisations fédérales, par l’intermédiaire d’une entente de financement approuvée, s’efforcent d’atteindre des résultats communs définis, et qui a été désignée (par exemple par le Cabinet ou par un organisme central, entre autres) comme une initiative horizontale aux fins de gestion et de présentation de rapports.

Plan : Exposé des choix stratégiques qui montre comment une organisation entend réaliser ses priorités et obtenir les résultats connexes. De façon générale, un plan explique la logique qui sous-tend les stratégies retenues et tend à mettre l'accent sur des mesures qui se traduisent par des résultats attendus.

Plan ministériel : Fournit les renseignements sur les plans et le rendement attendu des ministères financés au cours d'une période de trois ans. Les Plans ministériels sont présentés au Parlement au printemps.

Priorité : Plan ou projet qu'une organisation a choisi de cibler et dont elle rendra compte au cours de la période de planification. Il s'agit de ce qui importe le plus ou qui doit être fait en premier pour appuyer la réalisation du ou des résultats stratégiques souhaités.

Priorités pangouvernementales : Aux fins du Rapport sur les résultats ministériels de 2016-2017, les priorités pangouvernementales sont des thèmes de haut niveau qui présentent le programme du gouvernement issu du discours du Trône de 2015, notamment : la croissance de la classe moyenne; un gouvernement ouvert et transparent; un environnement sain et une économie forte; la diversité en tant que force du Canada; la sécurité et les possibilités.

Production de rapports sur le rendement : Processus de communication d'information sur le rendement fondée sur des éléments probants. La production de rapports sur le rendement appuie la prise de décisions, la responsabilisation et la transparence.

Programme : Groupe d'intrants constitué de ressources et d'activités connexes qui est géré pour répondre à des besoins précis et pour obtenir les résultats visés, et qui est traité comme une unité budgétaire.

Programme temporisé : Programme ayant une durée fixe et dont le financement et l'autorisation politique ne sont pas permanents. Lorsqu'un tel programme arrive à échéance, une décision doit être prise quant à son maintien. Dans le cas d'un renouvellement, la décision précise la portée, le niveau de financement et la durée.

Rapport sur les résultats ministériels : Présente de l'information sur les réalisations réelles par rapport aux plans, aux priorités et aux résultats attendus énoncés dans le Plan ministériel correspondant.

Rendement : Utilisation qu'une organisation a faite de ses ressources en vue d'atteindre ses résultats, mesure dans laquelle ces résultats se comparent à ceux que l'organisation souhaitait atteindre, et mesure dans laquelle les leçons apprises ont été cernées.

Responsabilité essentielle : Fonction ou rôle permanent exercé par un ministère. Les intentions du ministère concernant une responsabilité essentielle se traduisent par un ou plusieurs résultats ministériels auxquels le ministère cherche à contribuer ou sur lesquels il veut avoir une influence.

Résultat : Conséquence externe attribuable en partie aux activités d'une organisation, d'une politique, d'un programme ou d'une initiative. Les résultats ne relèvent pas d'une organisation, d'une politique, d'un programme ou d'une initiative unique, mais ils s'inscrivent dans la sphère d'influence de l'organisation.

Résultat ministériel : Changements sur lesquels les ministères veulent exercer une influence. Ils devraient subir l'influence des résultats des programmes, mais ils échappent généralement au contrôle direct des ministères.

Résultat stratégique : Avantage durable et à long terme pour les Canadiens qui est rattaché au mandat, à la vision et aux fonctions de base d'une organisation.

Structure de la gestion, des ressources et des résultats : Cadre exhaustif comprenant l'inventaire des programmes, des ressources, des résultats, des indicateurs de rendement et de l'information de gouvernance d'une organisation. Les programmes et les résultats sont présentés d'après le lien hiérarchique qui les unit et les résultats stratégiques auxquels ils contribuent. La Structure de la gestion, des ressources et des résultats découle de l'architecture d'alignement des programmes.

Notes en fin de texte

- i. Loi sur le ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement, <http://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/F-27.5/TexteComplet.html>.
- ii. Lettres de mandat des ministres, <http://pm.gc.ca/fra/lettres-de-mandat>.
- iii. Examen de l'aide internationale 2016 : Ce que nous avons entendu, http://international.gc.ca/world-monde/issues_development-enjeux_developpement/priorities-priorites/what_we_heard-que_nous_entendu.aspx?lang=fra.
- iv. Voix à risque : Lignes directrices canadiennes pour le soutien des défenseurs des droits de la personne, http://international.gc.ca/world-monde/issues_development-enjeux_developpement/human_rights-droits_homme/rights_defenders_guide_defenseurs_droits.aspx?lang=fra.
- v. Gouvernement du Canada : Voyage et tourisme, <https://voyage.gc.ca/>.
- vi. Comptes publics du Canada 2017, www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/recgen/cpc-pac/index-fra.html.
- vii. Cadre pangouvernemental, www.tbs-sct.gc.ca/ppg-cpr/frame-cadre-fra.aspx.
- viii. Affaires mondiales Canada : Bureau du dirigeant principal des finances, <http://international.gc.ca/gac-amc/publications/finance/index.aspx?lang=fra>.
- ix. État des résultats prospectif et notes 2016-2017, http://international.gc.ca/gac-amc/publications/finance/fofs-efp/fofs-efp_2016-2017.aspx?lang=fra.
- x. Loi sur le ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement, <http://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/F-27.5/TexteComplet.html>.
- xi. Rapport sur les dépenses fiscales fédérales, <http://www.fin.gc.ca/purl/taxexp-fra.asp>.